



Éditorial

Destin commun

Aussi éloignés qu'ils puissent être les uns des autres, les trois bassins forestiers tropicaux - Congo, Amazonie et Bornéo-Mékong - sont le socle sur lequel repose en grande partie la survie de l'humanité. Couvrant une superficie cumulée de plus de 12 millions de km², ils constituent une réserve essentielle d'écosystèmes naturels qu'il importe de gérer avec la plus grande responsabilité.

Ce dessein préside à l'engagement pris par les plus hautes autorités congolaises en synergie avec leurs homologues de la sous-région de réunir à Brazzaville, du 26 au 28 octobre, ce sommet dédié à la forêt. Devant le péril du changement climatique et ses immenses défis, harmoniser les vues autour de ce projet ambitieux est une façon noble d'œuvrer pour la cause commune.

Les gouvernements, toutes les organisations publiques et privées du monde entier sont interpellés car l'inaction prend trop de temps. Attendre encore avant de prendre les décisions qui s'imposent devient inadmissible, insupportable, et tragiquement irresponsable. La capitale congolaise n'a certainement pas vocation à sortir la baguette magique qui ferait que du jour au lendemain l'homme renonce à mutiler la forêt, irradier les sols et enfumer l'air.

Brazzaville veut plutôt être, et une fois de plus, le lieu de la prise de conscience à l'échelle planétaire ; une référence des possibles où la passerelle élevée aujourd'hui entre l'Amazonie, le Bornéo-Mékong et le Bassin du Congo devant des témoins privilégiés, soit le point de départ d'un nouveau challenge pour la préservation de l'environnement. Notre destin étant à jamais lié.

Gankama N'Siah

SOMMET DES TROIS BASSINS FORESTIERS TROPICAUX

Poser les bases d'une coopération Sud-Sud



Au cœur de la bataille mondiale se joue le destin de notre espèce. A Brazzaville, les nations des trois Grands Bassins fluviaux et forestiers tropicaux Congo, Amazonie et Bornéo-Mékong vont enclencher

un partenariat stratégique pour permettre aux pays de ces trois grands ensembles de peser dans les négociations internationales sur le climat. Aux défis sur le long terme s'ajoutent les enjeux immé-

diats comme la restauration et la conservation des forêts tropicales, des tourbières et des mangroves et l'établissement d'un rapport de force capable de peser sur les résolutions de la COP 28 pour amener

les pays les plus prospères à respecter leurs obligations financières. C'est cette coopération Sud-Sud qui contribuera à soutenir la décennie 2021-2030 des Nations unies pour la restauration des écosystèmes.

Le Bassin du Congo, deuxième massif forestier mondial



Après l'Amazonie, le Bassin du Congo possède un réservoir inestimable de biodiversité aujourd'hui fragile.

Page 4

Le défi de la conservation des tourbières

Une nouvelle hausse des températures mondiales déstabilisera les tourbières du bassin du Congo et libérera d'énormes quantités de dioxyde de carbone et de méthane dans l'atmosphère terrestre.



Page 8

Quand la hausse des températures sème le chaos



Le dérèglement climatique caractérisé par une augmentation rapide de la température moyenne de la surface terrestre aura de multiples conséquences mais il est encore temps d'inverser la tendance.

Page 7

DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES
L'Afrique s'unit pour faire face aux défis

Page 18

RÉFLEXION

Le Sommet de la survie

Page 11

Trois bassins forestiers, trois poumons pour la planète Terre

Trois des dix plus grands fleuves du monde, près de 700 millions d'hectares de couvert forestier, une biodiversité riche et unique et une capacité annuelle de captation carbone de plus d'un milliard de tonnes... Voici ce que pèsent les trois bassins forestiers participant à ce sommet historique. Présentation des trois plus grands massifs tropicaux de la planète.



Source : www.thethreebasinsummit.com

Le Bassin forestier amazonien

La forêt amazonienne avec près de 390 milliards d'arbres est l'une des plus importantes forêts primaires au monde.

Le Bassin de l'Amazonie est la plus vaste forêt tropicale de la planète, traversée par l'Amazone, ses presque 7 000 km et son débit de 209 000 m³/s. Il s'étend sur 9 pays d'Amérique du Sud, dont le Brésil, représentant à lui seul 60 % de la forêt amazonienne, le Pérou, l'Équateur, la Colombie, le Venezuela, la Bolivie, la Guyane, le Suriname et la République du Guyana. L'Amazonie contient 550 millions d'hectares de forêts denses, le tiers des forêts tropicales humides restantes de la planète, soit près de 390 milliards d'arbres représentant 13% des arbres de la planète.

Il abriterait 10% de la biodiversité mondiale avec 40 000 espèces de

plantes, 3000 espèces de poissons d'eau douce et plus de 370 reptiles, en plus d'autres espèces encore méconnues et non répertoriées. Par sa diversité d'habitat et de zones humides, la région accueille des milliers d'espèces forestières tels

que le héron agami, le coq de roche, le paresseux, le singe araignée, ou bien des espèces vivant en milieu humide telles que la loutre géante et le caïman noir. Bien qu'une portion significative du bassin amazonien ait été défrichée, la plus grande partie

Les trois bassins forestiers du monde - Amazonie, Bassin du Congo et bassin du Bornéo-Mékong - représentent 80% des forêts tropicales du monde et les deux tiers de la biodiversité terrestre. Ils assurent la subsistance d'au moins un milliard de personnes.

de la forêt humide reste relativement peu dérangée par les humains. Il comporte de nombreuses zones de conservation naturelle et de nombreux territoires indigènes où des ethnies vivent sous des statuts de protection.

Cependant, le bassin a perdu depuis 1970 plus de 20 % de sa forêt originelle. Les activités anthropomorphiques ainsi que le dérèglement climatique sont responsables de la dégradation et de la destruction des écosystèmes de la région. Les forêts amazoniennes souffrent à mesure qu'augmente la demande mondiale et la production intensive de produits agricoles, où des millions d'arbres sont abattus ou brûlés pour laisser la place à de vastes zones de culture et de pâturage. Certaines routes qui offrent la possibilité d'exploiter des forêts jusqu'alors inaccessibles, perturbent la connectivité des rivières et fractionnent les territoires de nombreuses espèces aquatiques. L'extraction de l'or et d'autres ressources minérales précieuses, l'exploitation de pétrole, la surexploitation des forêts ou encore la surpêche témoignent du pouvoir d'attraction des ressources naturelles de la région. La hausse des températures et la diminution des précipitations sont à l'origine de sécheresses d'une ampleur historique qui assèchent les cours d'eau, déciment les populations de poissons, flétrissent les cultures et provoquent des incendies de forêt.

Le bassin amazonien dispose d'une organisation, l'Octa (Organisation du traité de coopération amazonienne) regroupant huit États ayant en commun la forêt amazonienne, qui ont signé le Traité de coopération ama-

zonienne (TCA). L'Octa, avec une vision large du processus de coopération Sud-Sud, travaille dans différentes dimensions dans le cadre de la mise en œuvre du TCA : politico-diplomatique, stratégique et technique, en créant des synergies entre les gouvernements, les organisations multilatérales, les agences de coopération, la société civile organisée, les mouvements sociaux, la communauté scientifique, les secteurs productifs et la société dans son ensemble.

Brésil

Capitale : Brasilia

Superficie : 8 511 965 km²

Population : 212,6 millions

Bolivie

Capitales : La Paz et Sucre

Superficie : 1 098 580 km²

Population : 12 millions (2021)

Colombie

Capitale : Bogota

Superficie : 1,1 million km²

Population : 48,2 millions (2018)

Equateur

Capitale : Quito

Superficie : 256 370 km²

Population : 17,56 millions (2021)

Pérou

Capitale : Lima

Superficie : 1 285 220 km²

Population : 33,7 M (2021)

Venezuela

Capitale : Caracas

Superficie : 912 050 km²

Population : 28,5 millions (2019)

Suriname

Capitale : Paramaribo

Superficie : 163 820 km²

Population : 612 985

Guyana

Capitale Georgetown

Superficie : 214 969 km²

Population : 804 567

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Ange Pongault
Adjoint à la direction : Kiobi Abira
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moumbelé Ngonon

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur : Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

* Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565, eMail : contact@inc-sa.com, site Internet www.inc-sa.com

Le Bassin forestier Bornéo-Mékong Asie du Sud-Est

Le Bassin forestier Bornéo-Mékong est connu pour sa richesse en biodiversité, abritant des forêts tropicales et des écosystèmes uniques. Il est également le foyer de nombreuses espèces animales et végétales endémiques.

Le Bassin Bornéo-Mékong – Asie du Sud-Est, troisième puits de carbone mondial, est composé de deux sous-régions, celle de l'île de Bornéo et celle du fleuve Mékong. Le Mékong est l'un des plus grands fleuves au monde, traversant 6 pays : la Chine, Myanmar (Birmanie), la Thaïlande, le Laos, le Cambodge et le Vietnam qui se partagent les ressources naturelles et les terres qui l'entourent. Bornéo, quatrième plus grande île du monde, est partagée entre le Brunei, la Malaisie et l'Indonésie. L'île représente seulement 1% des terres de la planète, mais détient environ 6% de la biodiversité mondiale dans ses forêts tropicales, qui constituent le lieu de vie des populations locales et des peuples autochtones, qui en dépendent aussi bien pour leur alimentation et leur approvisionnement en eau potable.

Au détour des marécages, des mangroves, des forêts de plaine et de montagne, plus de 15 000 plantes, dont 6 000 endémiques, peuvent être rencontrées. Parmi les espèces figurent les orangs-outans

et les éléphants de Bornéo ainsi que les plantes carnivores géantes, et d'autres espèces menacées comme le tigre et le rhinocéros de Sumatra.

Le bassin a perdu environ 80 millions d'hectares de forêts entre 2005 et 2015, ce qui se traduit par un taux de perte forestière d'environ 8 millions d'hectares par an. De cette perte forestière, l'Indonésie représentait près des deux tiers, suivie de la Malaisie, le Myanmar et le Cambodge.

La déforestation s'explique par une forte croissance démographique et une urbanisation exponentielle et pour des raisons exclusivement économiques afin de répondre aux besoins des industries de l'huile de palme, du caoutchouc, de la pâte à papier ou du commerce du bois. Ces transformations ne sont pas sans conséquences sur l'écosystème de l'archipel : diversité biologique en péril, contamination des nappes phréatiques et appauvrissement des sols dû à l'usage de pesticides. L'extension massive des cultures de palmiers à huile pour la fa-



Bornéo-Mékong/DR



Dr photo : www.thethreebasinsummit.com

bricaison d'agro-carburants pourrait entraîner la destruction des dernières forêts primaires de la zone.

D'un point de vue politique, l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) regroupe 10 États membres, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour, la Thaïlande, les Philippines, le Brunei, le Vietnam, le Laos, le Myanmar et le Cambodge, ayant pour but de renforcer la coopération entre ses membres et d'offrir un espace pour régler les problèmes régionaux et peser en commun dans les négociations internationales.

Brunei

Capitale : Bandar Seri Begawan

Superficie : 5765 km²

Population : 445 573 (2021)

Cambodge

Capitale : Phnom Penh

Superficie : 181 305 km²

Population : 16,9 millions (2021)

Indonésie

Capitale : Djakarta

Superficie : 1,9 million km²

Population : 276 millions (2021)

Laos

Capitale : Vientiane

Superficie : 236 600 km²

Population : 7, 425 millions (2021)

Malaisie

Capitale : Kuala Lumpur

Superficie : 330 803 km²

Population : 33, 573 millions (2021)

Myanmar (Birmanie)

Capitale : Nay Pyi Taw

Superficie : 678 528 km²

Population : 54, 8 millions (2021)

Philippines

Capitale : Manille

Superficie : 300 000 km²

Population : 109 millions (2020)

Thaïlande

Capitale : Bangkok

Superficie : 513 120 km²

Population : 70 078 millions

Singapour

Capitale : Singapour

Superficie : 726 km²

Population : 5, 453 millions (2021)

Vietnam

Capitale : Hanoi

Superficie : 331 344 km²

Population : 99, 3 millions (2022)

Source : www.thethreebasinsummit.com

Un engagement collectif pour un avenir durable

La décennie 2021-2030, proclamée par les Nations unies pour la restauration des écosystèmes, lance un appel à la mobilisation mondiale face à l'urgence environnementale et climatique qui menace notre précieuse planète. En ces temps critiques, nous devons agir de manière concertée et déterminée pour préserver les 350 millions d'hectares d'écosystèmes, représentant un investissement colossal de 1000 milliards de dollars selon les estimations des experts des Nations unies.

Les récents rapports du GIEC sont sans équivoque : Si nous aspirons à atteindre l'ambition de l'Accord de Paris, fixant comme objectif de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C d'ici 2050, il est impératif de préserver et de restaurer les écosystèmes de biodiversité ainsi que

les forêts tropicales.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes et soulignent l'immensité des défis qui se dressent devant nous. Les Trois Bassins, abritant 80% des forêts tropicales mondiales et les deux tiers de la biodiversité terrestre, jouent un rôle vital dans cette lutte. De surcroît, face à l'accélération du changement climatique et à ses conséquences de plus en plus néfastes pour les communautés humaines, les espèces animales et végétales, les Trois Bassins portent une responsabilité majeure en tant que poumons de la planète, régulateurs mondiaux de l'équilibre carbone et gardiens de la biodiversité.

Douze ans après un premier sommet mémorable, j'ai pris la décision, en collaboration avec le président de la République du Brésil et le président de la République d'Indonésie, d'accueillir à Braz-

zaville le Sommet des Trois Bassins des écosystèmes de biodiversité et des forêts tropicales.

Cette édition, placée sous les auspices des Nations unies et de l'Union africaine, marque un tournant fondateur pour notre coalition mondiale.

Nous avons l'ambition de rassembler, lors de cette rencontre de haut niveau, l'ensemble de nos pays composant les Trois Bassins, autour de la création d'une alliance mondiale des écosystèmes dotée d'une gouvernance basée sur une coopération Sud-Sud.

Toutefois, nous appelons également les pays de l'OCDE, nos partenaires techniques et financiers bilatéraux et multilatéraux, le secteur privé, les institutions financières, la philanthropie mondiale, les représentants de la société civile et les gouvernements

locaux à se joindre à cette démarche ambitieuse.

Wangari Maathai, figure de proue kenyane et première femme africaine à recevoir le prix Nobel de la paix en 2004, affirmait avec justesse : "Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants".

Ensemble, nous avons le devoir et le pouvoir de léguer aux générations futures un héritage de préservation et de protection de notre planète. Votre présence et votre engagement lors de ce sommet crucial sont essentiels pour mener à bien cette noble mission.

Denis Sassou N'Guesso
Président de la République du Congo
Président de la Commission Climat du Bassin du Congo

Le Bassin du Congo, deuxième massif forestier mondial

Après l'Amazonie, le Bassin du Congo possède un réservoir inestimable de biodiversité aujourd'hui fragile.



Crédit photo/P.Robert

Avec une superficie estimée à 520 millions d'hectares, soit près de 200 millions d'hectares de forêts (30% de la couverture végétale du continent africain), le Bassin du Congo offre un potentiel de développement économique et écologique considérable avec 440 000 hectares de plantations forestières. 100 millions de personnes y vivent dont près de 40 millions dépendent directement de la forêt pour subvenir à leurs besoins. Panorama des pays qui forment le Bassin du Congo.

Angola

Capitale : Luanda

Population : 34,5 millions (2021)

superficie : 1 246 700 km²

Situé à la charnière de l'Afrique centrale et de l'Afrique australe, ouvert sur l'océan Atlantique, le pays est limité au nord et à l'est par la République démocratique du Congo, à l'est par la Zambie, et au sud par la Namibie. L'Angola est le septième pays d'Afrique par sa superficie : 1 246 700 km², y compris l'enclave de Cabinda (7.270 km²) située au nord de l'embouchure du fleuve Congo. Un ambitieux programme de reboisement vise à planter des millions d'arbres à travers tout le territoire et replanter plus de 100 000 hectares à travers tout le pays.

Cameroun

Capitale : Yaoundé

Superficie : 475 442 Km²

Population : 27,2 millions (2021)

Pays à vocation agricole et forestière, le Cameroun est le 7^e exportateur mondial de bois tropical et le 3^e en Afrique. Un secteur qui représente 9% de la production industrielle totale et produit 4% du PNB. La forêt camerounaise occupe la partie Sud du pays et couvre

22 millions d'hectares. Elle représente la deuxième forêt d'Afrique après celle de la République du Congo et couvre 42% du territoire. Le bois d'œuvre occupe la première place dans l'ordre d'importance des exportations camerounaises après le pétrole, le café et le cacao.

République centrafricaine

Capitale : Bangui

Superficie : 623 000 Km²

Population : 5,457 millions (2021)

Le pays dispose d'un massif forestier de 28 300 000 ha de forêts dont 5,4 millions ha de forêt dense humide, qui joue un rôle économique, social et environnemental important. Il représente l'un des leviers de l'économie centrafricaine et le deuxième pourvoyeur d'emploi après l'État. La forêt constitue de fait un cadre de vie et une source de sécurité alimentaire pour une grande frange de sa population qui en dépend directement.

L'exploitation forestière concerne environ 2 millions d'hectares. Le bois centrafricain s'écoule principalement sur les marchés européens et nord américains mais le secteur est en forte récession, directement touché par la crise mondiale et la situation sécuritaire. La gestion durable des ressources forestières, cynégétiques et halieutiques est un défi pour les autorités.

République du Congo

Capitale : Brazzaville

Population : 5,7 millions (2021)

Superficie : 342.000 Km²

L'objectif global de la politique forestière de la République du Congo est d'assurer le développement économique, social et écologique du pays sur la base de la gestion durable des ressources forestières et fau-

niques. Cette politique s'appuie depuis mai 2010 sur la gestion durable des forêts à travers le processus APV-FLEGT*.

En matière de gestion forestière, le Congo poursuit des inventaires forestiers dans les régions de la Cuvette-ouest et de la Sangha. L'exploitation

de la seconde ressource économique du pays est gérée de façon à ce qu'elle soit source de profit et génératrice d'emploi pour les populations. Ainsi, des campagnes de sensibilisation menées sur près de 2,5 millions d'hectares ont été certifiées FSC, un label alliant un suivi

de la forêt, un volet social de qualité et le respect de la biodiversité.

La gestion du secteur forestier passe par l'aménagement des forêts de production, la valorisation des ressources forestières, le boisement et le reboisement. Sur cette base

Taptap Send

TRANSFÉREZ DE L'ARGENT DEPUIS L'EUROPE, LA GRANDE BRETAGNE, LES USA ET LE CANADA VERS LE CONGO BRAZZA

AVEC TAPTAP SEND

et recevez instantanément via votre compte mobile money

0€ DE FRAIS D'envoi

GAGNEZ UN BONUS **5€/£** OU **10\$** Pour votre premier transfert

EN UTILISANT LE CODE PROMOTIONNEL LDP242

TAPTAP SEND. ENVOYEZ PLUS, DÉPENSEZ MOINS

Télécharger sur

et dans le souci de renforcer, redynamiser et poursuivre la gestion durable de ses forêts, la République du Congo s'est dotée d'une politique forestière (2014-2025) fondée sur les principes d'économie verte, de gestion participative et d'aménagement forestier axée sur un partenariat des secteurs public et privé.

* APV-FLEGT Accord de Partenariat Volontaire (APV) sur l'Application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (FLEGT).

République démocratique du Congo

Capitale : Kinshasa

Population : 95, 89 millions (2021)

Superficie : 2 345 410 Km²

La RDC abrite environ 60% des forêts du Bassin du Congo. L'ambition du pays est de s'engager dans la lutte contre l'exploitation illégale des forêts, une mesure qui aidera le secteur forestier de la RDC à se développer de façon durable et à créer des emplois. La politique nationale en matière de gestion des ressources forestières vise à promouvoir une exploitation forestière basée sur un rendement soutenu en vue d'accroître la contribution du secteur au développement socio-économique du pays.

Guinée équatoriale

Capitale : Malabo

Population : 1,600 million

(2021)

Superficie : 28 051 Km²

Titulaire d'une biodiversité remarquable, la Guinée équatoriale est couverte par la forêt tropicale dense exploitée en

partie par l'industrie forestière. Dans le cadre de sa politique de conservation et de gestion durable des forêts, le pays a interdit l'abattage des arbres afin de protéger les forêts contre l'exploitation abusive. Le pays contient plus de 140 essences de bois, dont les plus importants dans le commerce sont l'okoumé, noyer africain et acajous divers.

Rwanda

Capitale : Kigali

Superficie : 26 338 Km²

Population : 13, 46 millions

(2021)

Avec une superficie forestière totale de 190.000 ha dont 140.000 ha utilisables pour l'agroforesterie et 50.000 ha pour les reboisements classiques, le pays entend mettre en valeur son potentiel de terres à vocation forestière. Au Rwanda, le rôle de la forêt dans la sécurité alimentaire est d'une importance capitale. Elle contribue notamment à la conservation de la diversité biologique et génétique ainsi qu'à la conservation de l'environnement pour une agriculture durable.

Burundi

Capitale : Bujumbura

Superficie : 27834 Km²

Population : 12,55 millions

(2021)



Le Fleuve Congo/DR

La superficie forestière actuelle est estimée à 180.000 ha, soit 6% du territoire national.

La gestion des ressources forestières burundaises est basée sur des textes légaux relevant du droit interne et sur des conventions internationales ratifiées par le Burundi. On notera que d'importants fonds ont été injectés dans le domaine des formations et la prédominance du bois-énergie dans le bilan énergétique du pays (plus de 95%). Cependant les produits forestiers et leurs dérivés représentent à peine 2% du PIB.

Gabon

Capitale : Libreville

Superficie : 267 667 Km²

Population : 2,341 millions

(2021)

Le Gabon est un pays essentiellement forestier. Environ 85% de sa superficie est couvert de forêts, soit près de 22 millions d'hectares ce qui situe le pays au premier rang des producteurs forestiers africains avec un ratio de superficie de forêt par habitant l'un des plus élevés d'Afrique.

Le secteur forestier se place au second rang des recettes tirées par l'Etat de ses ressources naturelles et reste le premier employeur privé.

Le gouvernement s'est lancé depuis quelques années dans une politique ambitieuse de

mise en aménagement durable des concessions forestières.

Sao Tomé-et-Principe

Capitale : Sao Tomé

Superficie: 1001 Km²

Population: 223.117 (2021)

La politique de conservation des écosystèmes forestiers est pratiquement préétablie par la nature. Avec une superficie forestière de 91.091 ha, le massif forestier recouvre la région centre-sud-ouest des îles de Sao Tomé-et-Principe.

Dans le cadre de la législation nationale, politique et stratégique en matière de ressources génétiques forestières, Sao Tomé-et-Principe a adopté, au cours des cinq dernières années, des textes législatifs liés à la question des ressources génétiques forestières. Les conventions des Nations Unies sur le combat à la diversification, la diversité biologique et les changements climatiques, entre autres, ont été ratifiées.

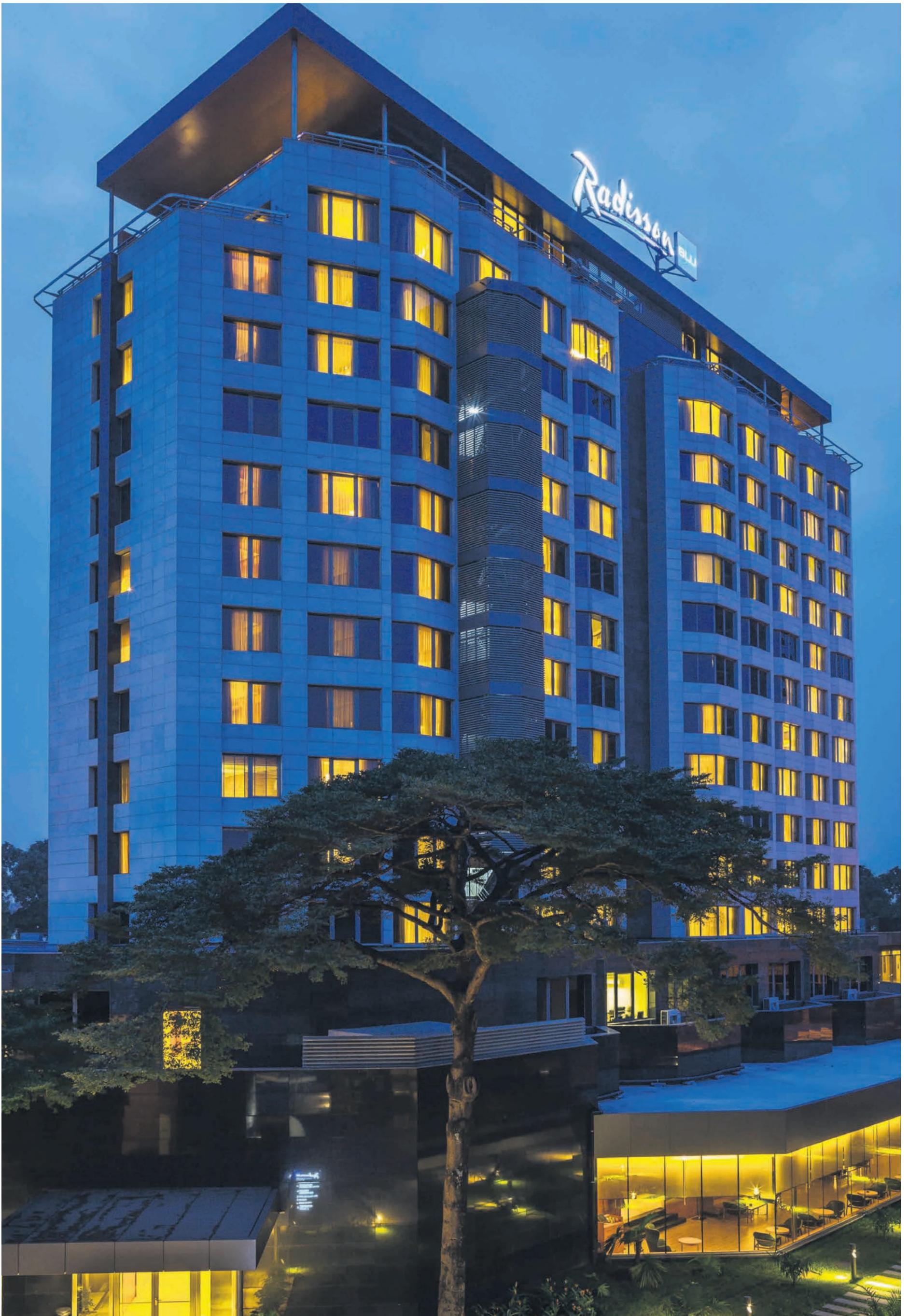
Guy-Gervais Kitina

« Considérés comme des réservoirs génétiques, poumons verts et puits de carbone, les écosystèmes forestiers des trois bassins tropicaux constituent un espace d'avenir pour la planète. Et cela est scientifiquement reconnu car les écosystèmes forestiers des trois bassins tropicaux jouent un rôle clé pour la régulation du climat »,
Anatole Collinet Makosso, le 17 octobre à Brazzaville

ARRÊT SUR IMAGE



Oyo, 9 mars 2017, des chefs d'Etat et des délégations signent l'acte de naissance du Fonds bleu pour le Bassin du Congo et s'engagent à « préserver les forêts de cette zone du continent, deuxième réservoir de carbone du monde après celui du Bassin d'Amazonie, tout en garantissant un développement économique permettant aux populations de la région d'améliorer leur qualité de vie »



Quand la hausse des températures sème le chaos

Le dérèglement climatique caractérisé par une augmentation rapide de la température moyenne de la surface terrestre aura de multiples conséquences alertent les experts qui restent cependant confiant dans la possibilité d'inverser la tendance.

Migration due au changement climatique : une bombe à retardement en Afrique

Les vagues de migrations et de déplacements attendues en Afrique en raison du changement climatique constituent une bombe à retardement si des stratégies appropriées ne sont pas mises en place pour y remédier, assurait début septembre la directrice de l'Observatoire africain des migrations (OAM), Namira Negm, lors d'une rencontre organisée au Cap par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) sur le thème « Changement climatique et mobilité humaine ». Selon l'organisation, le changement climatique est l'un des principaux moteurs de la migration sur le continent africain, aux côtés



Une mère attend avec ses enfants de recevoir de la nourriture dans un camp de personnes déplacées à Doolow, dans la région de Gedo, en Somalie (Archives)

des conflits, notamment en Afrique de l'Est, dans la Corne de l'Afrique et en Afrique australe.

Mettant l'accent sur la nécessité d'élaborer des plans et des politiques adéquates pour assurer une gestion efficace de ce phénomène, elle

a tiré la sonnette d'alarme sur les conséquences néfastes du mouvement de plus de 100 millions d'Africains durant les prochaines années à l'intérieur de leurs pays ou vers les pays voisins, selon les statistiques de la Banque mondiale.

Lieke van de Wiel. « Nous devons concentrer davantage de financement sur ce groupe, afin qu'il soit équipé pour faire face à toute une vie de perturbations induites par le climat ».

Non seulement, les enfants

A Kinshasa, fin août dernier, les participants à un sommet régional représentants des organisations de la société civile, de peuples autochtones et de gouvernements, ont estimé qu'il était urgent de trouver un équilibre entre la conservation et la souveraineté alimentaire dans la région du bassin du Congo. Ils ont aussi affirmé reconnaître le potentiel de « l'agroécologie en tant que solution fondamentale » pour établir des systèmes alimentaires résilients au changement climatique et renforcer les communautés locales.

Dans leurs recommandations, les participants ont relevé les difficultés auxquelles sont confrontés les peuples autochtones, les femmes ou les jeunes de cette région africaine en ce qui concerne la production alimentaire face aux effets du changement climatique.

Dans ce contexte, Joséphine

« Une personne sur huit dans le monde est soit un migrant, soit a été déplacée de force en raison de facteurs tels que les conflits, la persécution, la dégradation de l'environnement ou le manque de sécurité et d'opportunités. »

Les enfants africains subissent de plein fouet les effets du changement climatique

Particulièrement vulnérables, les enfants d'Afrique sont parmi les plus menacés par les effets du changement climatique a alerté l'Unicef dans un nouveau rapport publié à la veille du Sommet africain sur le climat qui s'est tenu en septembre à Nairobi, au Kenya. Les enfants de 48 des 49 pays africains évalués courent un risque élevé de subir les effets du changement climatique en raison de leur exposition et de leur vulnérabilité aux cyclones, aux vagues de chaleur et à d'autres chocs climatiques et environnementaux. Malgré ce constat, le rapport observe que seulement 2,4% du financement mondial pour le climat cible les enfants, avec une valeur moyenne de seulement 71 millions de dollars par an.

« Il est clair que les plus jeunes membres de la société africaine subissent le plus gros des effets néfastes du changement climatique », a alerté la directrice adjointe de l'Unicef pour la région de l'Afrique orientale et australe,



La récolte maraîchère sur un étal brazzavillois (Adiac)

sont plus vulnérables que les adultes aux effets du changement climatique mais les défis liés à la garantie de l'accès à des services de qualité dans des domaines tels que la santé et la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène et l'éducation accroissent leur vulnérabilité. Dans le même temps, les enfants et les jeunes jouent un rôle déterminant dans le changement et la durabilité à long terme, relève le rapport. Ils doivent donc faire partie des solutions climatiques, y compris des politiques et du financement.

Concilier production alimentaire et conservation de la biodiversité

Atangana, membre de l'organisation paysanne de Yaoundé, Afrique centrale (Propac) a estimé qu'il était important de « mettre en place les systèmes alimentaires résilients et acceptés culturellement » tout en renforçant le rôle des femmes et des jeunes dans les pratiques de conservation et d'agroécologie.

Joseph Amuri Nyembo, chercheur congolais en développement rural, a de son côté lancé une alerte : « avec les multinationales qui achètent les ressources et les concessions, les peuples autochtones sont chassés de leurs terres ». Une voix entendue, dans la déclaration finale, les participants se sont exprimés en faveur des « droits fonciers des populations autochtones et de la lutte contre l'accaparement des terres ».

**Rock Ngassakys,
Noël Ndong et AFP**

La fièvre dengue s'étendra à l'Europe et aux États-Unis dès cette décennie



Un moustique sur une moustiquaire (OMSST)

La dengue se propagera au sud des États-Unis, au sud de l'Europe et à un certain nombre de régions d'Afrique jusqu'ici non touchées avant la fin de cette décennie. Selon Jeremy Farrar, scientifique en chef à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cela se produira dans le cadre du réchauffement climatique, qui crée des conditions favorables à la reproduction des moustiques vecteurs.

« Nous devons préparer les pays à faire face à la charge supplémentaire [pour le système de santé] qui se présentera à l'avenir dans de nombreuses grandes villes », a déclaré le spécialiste à l'agence Reuters. Selon lui, la dengue pourrait se propager et devenir endémique dans certaines parties des États-Unis, de l'Europe et de l'Afrique, toutes régions où une transmission localisée limitée s'est déjà produite.

La dengue sévit dans les pays au climat tropical et sub-tropical. Le virus est véhiculé par des moustiques femelles.

Tass

En 2022, plus de 7,5 millions de déplacements internes dus à des catastrophes ont été enregistrés sur le continent.

Le défi de la conservation des tourbières du Bassin du Congo

Il y a un an, une équipe internationale de climatologues de l'université de Leeds, au Royaume-Uni, affirmait qu'une nouvelle hausse des températures mondiales déstabiliserait les tourbières du Bassin du Congo et libérerait d'énormes quantités de dioxyde de carbone et de méthane dans l'atmosphère terrestre. Un sujet plus que jamais source d'inquiétude en cette année 2023 marquée par des incidents climatiques majeurs à travers la planète.

«Notre étude met en évidence une possible catastrophe climatique au Congo, dont nous avons constaté des analogues dans le passé. Si les tourbières locales continuent de s'assécher et que leur taux d'humidité tombe en dessous d'un certain niveau, elles libéreront d'énormes quantités de composés de carbone dans l'atmosphère, ce qui accélèrera davantage le réchauffement climatique», alertait en novembre dernier le professeur Simon Lewis, de l'université de Leeds au Royaume-Uni.

Les tourbières et autres types de marais sont de vastes réservoirs de matière organique, cachés du monde extérieur par une eau épaisse, laissant peu de place aux bactéries et autres organismes pour se développer et décomposer la biomasse végétale. Dans des conditions climatiques favorables, ces réservoirs ralentiraient le réchauffement de la planète, alors que le réchauffement du climat et l'assèchement des tourbières et des marais pourraient accélérer considérablement l'augmentation des températures sur terre.

Comme l'ont constaté le professeur Lewis et ses collègues,

les scientifiques, ces réservoirs pourraient être déstabilisés dans les années à venir.

C'est dans ce contexte que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a conclu, en juillet dernier, un partenariat avec le ministère congolais de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo. Signé entre la ministre de tutelle, Arlette Soudan-Nonault, et la représentante de la FAO au Congo, Yannick Ariane Rasoarimanana, le document officialise la mise en œuvre du projet sur la définition nationale des tourbières et la sensibilisation environnementale au Congo, financé à hauteur de 304 000 dollars.

Ce partenariat a pour objectif de garantir l'atténuation et l'adaptation au changement climatique amélioré, grâce à une meilleure utilisation des tourbières au Congo. Il contribuera au développement des stratégies atténuantes et d'adaptation aux changements climatiques et de gestion durable de la biodiversité.

A terme, le projet permettra de doter le Congo d'une définition nationale des tourbières et d'améliorer les connaissances des parties prenantes sur l'im-



DR photo/IRD Yannick Garcin

portance de celles-ci dans la lutte contre les changements climatiques. Pour la ministre de tutelle, la mise en œuvre de ce projet est un motif de satisfaction car son exécution va changer la donne dans la gestion des écosystèmes.

« Cette troisième initiative mondiale a permis de mettre

en lumière une découverte effectuée après plus de dix ans de recherche de ces tourbières, qui s'étalent entre les deux Congo sur une superficie de 1 665 500 km². Celles-ci stockent pas moins de 30 à 31 milliards de tonnes de CO₂ équivalent à près de trois à quatre années des émissions de gaz à effet de

Le chiffre : 29 milliards de tonnes de carbone, soit l'équivalent de 3 années d'émissions de gaz à effet de serre, sont retenus dans la forêt marécageuse congolaise (source Onu).

serre de la planète », a indiqué Arlette soudan-Nonault.

De son côté, la représentante de la FAO a salué les efforts fournis par le Congo dans la gestion de la biodiversité, une démarche qui épouse les objectifs. Elle a affirmé que « depuis quelques années, les tourbières du bassin du fleuve du Congo font l'objet d'une attention particulière de la communauté internationale grâce au rôle qu'elles jouent dans le maintien de l'équilibre climatique aux niveaux local et mondial ».

Fortuné Ibara/Julia Ndeko/Tass



Madame la ministre Arlette Soudan-Nonault avec l'ambassadeur Henri Okemba/Adiac

Les forêts jouent un rôle prépondérant dans la régulation du climat et la séquestration du carbone essentielles pour atténuer et amortir les effets du changement climatique. Des estimations suggèrent que le bassin du Congo séquestre plus de 60 milliards de tonnes métriques de carbone, plus que toutes les forêts tropicales d'Amazonie et d'Asie réunies.

des processus similaires se sont déjà produits dans le passé dans le Bassin du Congo, contenant la plus grande concentration de tourbières sous les latitudes tropicales de la Terre. Et selon

portance de celles-ci dans la lutte contre les changements climatiques.

Il vient en complémentarité des premières initiatives sur la gestion et la protection des tour-

Les écosystèmes forestiers du Bassin du Congo

Le Bassin du Congo abrite une espèce sur cinq de toutes les espèces vivant sur notre planète et est l'un des plus importants centres de biodiversité du monde. Cette biodiversité se singularise tant par son importance considérable que par la diversité de ses espèces florales et fauniques qui n'existent nulle part ailleurs sur la planète.

- Deuxième plus grand massif de forêts denses tropicales au monde après l'Amazonie.
- 301 millions d'hectares
- 70 % de la couverture forestière de l'Afrique (Plus de 99% des terres boisées sont des forêts primaires ou régénérées naturellement)
- 46% sont des forêts denses de plaine (de basse altitude)
- 20 000 espèces de plantes (dont 8000 sont endémiques)



- 1 300 espèces d'oiseaux,
- 336 espèces d'amphibiens,
- 400 espèces de reptiles
- 400 espèces de mammifères (dont 10% sont endémiques)

Source PFBC

L'Initiative mondiale pour les tourbières

est un partenariat international formé en 2016 pour sauver les tourbières, qui constituent le plus grand stock de carbone organique terrestre au monde. Quarante-six organisations internationales partenaires et quatre grands pays de tourbières tropicales, à savoir l'Indonésie, la République du Congo, la RDC et le Pérou, sont réunis dans ce programme pour travailler à l'amélioration de la conservation, de la restauration et de la gestion durable des tourbières à l'échelle mondiale

L'Initiative a pour ambition, avant 2030, de renforcer la conservation, la restauration et la gestion durable des tourbières dans 25 pays clés, de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et de maintenir les avantages fournis par leurs écosystèmes, contribuant ainsi à plusieurs Objectifs de développement durable.

Rehausser la capacité de mobilisation internationale pour des forêts du Bassin du Congo

Avec un bilan carbone positif des plus importants, les forêts du Bassin du Congo et ses tourbières sont aujourd'hui le premier poumon vert de la planète. Leur assurer un avenir durable est donc l'affaire de tous !

C'est en ces termes que l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, Wolfgang Klapper, s'est exprimé devant la communauté internationale lors de l'atelier de préparation des parlementaires d'Afrique centrale en prélude à leur participation à la COP28. L'occasion pour lui d'annoncer le soutien de son pays à la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), ses pays membres et tous les acteurs impliqués.

Dans son adresse, le diplomate allemand a rappelé que la limitation du réchauffement climatique à + 1,5° de la température planétaire par rapport à la période préindustrielle ne saurait être

efficacement menée sans la mise en œuvre d'initiatives porteuses de durabilité en faveur des grands massifs forestiers tropicaux mondiaux.

Toutefois, estime le diplomate, mener une politique de conservation sans prendre en compte les enjeux économiques que représentent les forêts pour la plupart des économies

régionales n'est pas une option envisageable. D'où la nécessité d'orienter les réflexions vers des solutions climatiques alternatives, efficaces et favorables au développement économique et social durable des populations.

Le diplomate allemand a notamment salué la force de mobilisation du Repar (Réseaux des parlemen-



L'ambassadeur d'Allemagne au Congo, Wolfgang Klapper/Adiac

regional. Au côté de la Comifac, le Repar est une force de propositions, de partage d'informations et d'expériences, qui facilite considérablement l'action politique de défense des intérêts de la sous-région au niveau international », a signifié le Dr Wolfgang Klapper. Une participation concertée des acteurs de la sous-région aux grands événements internationaux déterminante pour la prise en compte des orientations régionales dans l'adoption de politiques globales.

regional. Au côté de la Comifac, le Repar est une force de propositions, de partage d'informations et d'expériences, qui facilite considérablement l'action politique de défense des intérêts de la sous-région au niveau international », a signifié le Dr Wolfgang Klapper. Une participation concertée des acteurs de la sous-région aux grands événements internationaux déterminante pour la prise en compte des orientations régionales dans l'adoption de politiques globales.

Bruno Okokana

« Au côté de la Comifac, le Repar est une force de propositions, de partage d'informations et d'expériences, qui facilite considérablement l'action politique de défense des intérêts de la sous-région au niveau international »

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

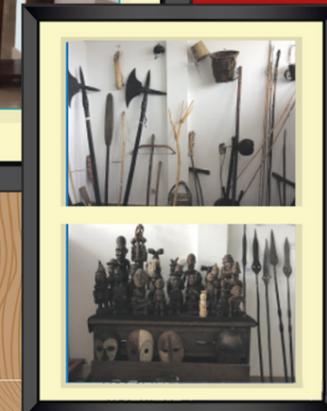
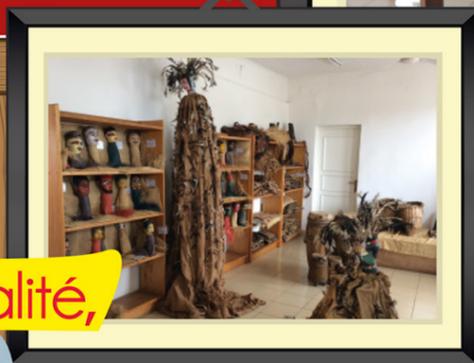
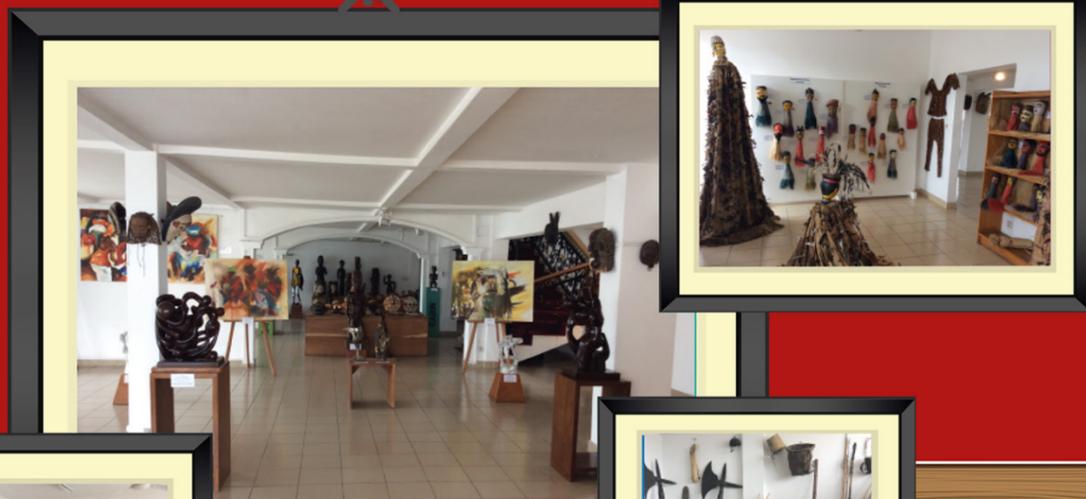
de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des Dépêches de Brazzaville

Au cœur de l'enjeu diplomatique

Depuis la conférence de Rio en 1992, les appels se multiplient dans les grandes conférences internationales relayées au sein des institutions pour des prises de conscience et de responsabilité.



Juin 1992 Conférence de Rio. DR photo ONU

Souvenons-nous... 1992, plus de 178 pays se rencontrent à Rio de Janeiro pour la conférence décennale de l'ONU sur l'environnement et le développement. Ce sommet de la terre marque un tournant, des avancées significatives sont faites, comme la signature de la Déclaration de Rio de Janeiro sur l'environnement et le développement qui donne une définition officielle du développement durable.

Depuis cette date, plus d'une centaine de pays du monde entier se réunissent régulièrement lors des Cop pour parler du climat, de la lutte contre le réchauffement climatique, de la préservation des forêts... Un processus long où se mêlent les probléma-

leurs émissions à zéro le plus près possible de 2040, un objectif qui, selon une analyse récente des Nations unies, est loin d'être atteint.

«De nombreux pays parmi les plus pauvres ont tout à fait le droit d'être en colère parce qu'ils souffrent le plus d'une crise climatique qu'ils n'ont pas créée, parce que les financements promis ne sont jamais arrivés et parce que le coût de leurs emprunts est exorbitant», a déploré Antonio Guterres. Mais il n'est pas trop tard «pour limiter la hausse des températures mondiales à 1,5°C», a assuré le chef de l'ONU. «L'avenir de l'humanité est entre nos mains. Nous devons accélérer le

météorologique mondiale (OMM).

Clairement, la communauté internationale ne fait pas assez pour atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris sur le climat.

«La science continue de montrer que nous ne faisons pas assez pour réduire les émissions et atteindre les objectifs de l'Accord de Paris - alors que le monde se prépare pour le premier bilan mondial à la COP 28, nous devons accroître notre ambition et notre action, et nous devons tous vraiment nous mettre au travail pour transformer nos économies par une transition juste vers un avenir durable pour les populations et pour la planète», a déclaré la directrice exécutive du Programme des Nations

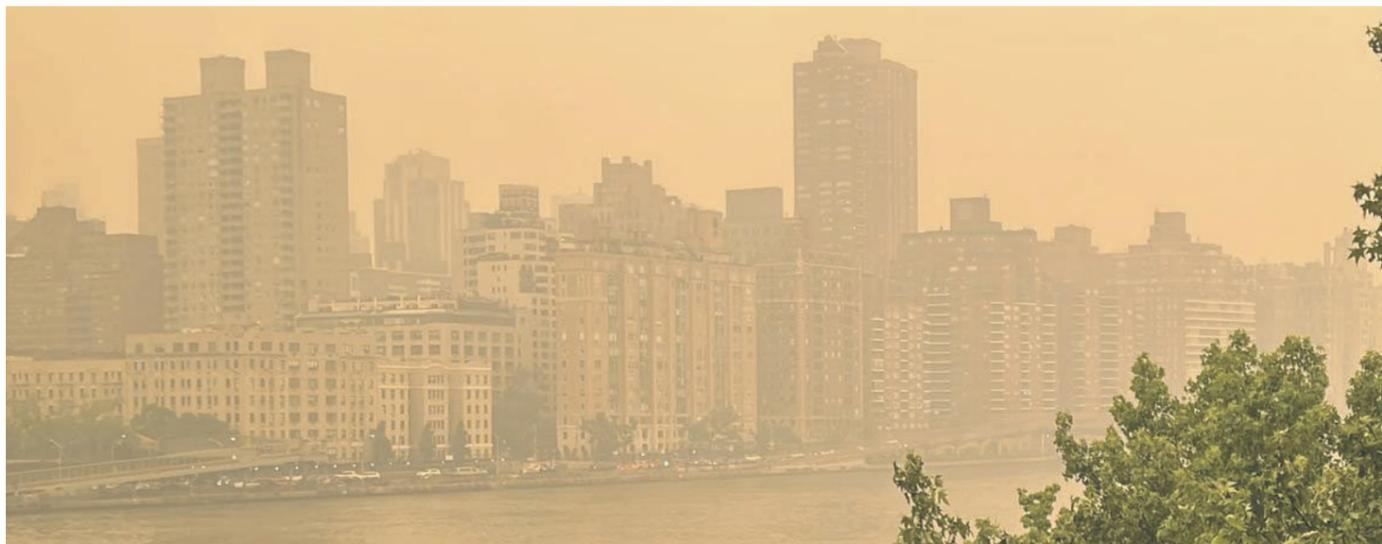
membres se sont engagés à réduire volontairement leurs émissions de CO₂ au cours des prochaines décennies, afin de maintenir l'augmentation annuelle moyenne de la température autour de 1,5 ou 2 degrés Celsius.

Préserver les grands écosystèmes de biodiversité

Mais c'est aussi sur l'existant que se joue l'avenir de l'humanité. Et à travers la planète, les pays du Sud ne manquent pas de le rappeler. A Brazzaville, le ministre des Affaires étrangères, de la Francophonie et des Congolais de l'étranger, Jean-Claude Gakosso, s'est ainsi adressé aux diplomates à quelques semaines du sommet des trois Bassins forestiers tropicaux pour en rappeler l'importance. Pour le ministre congolais « la préservation des grands écosystèmes de biodiversité et des forêts tropicales constitue un enjeu prioritaire pour l'humanité, au regard de l'accélération du changement climatique et de son impact nocif, chaque jour plus perceptible, sur l'ensemble des habitants de notre planète ». Il en appelle à une réelle prise de conscience sur « la nécessité d'adopter des solutions communes en vue de protéger les écosystèmes forestiers contre la déforestation et le commerce international des bois milite en faveur d'une action concertée des trois bassins forestiers : Congo, Amazonie et Bornéo-Mékong ».

De fait, au cours de la rencontre de Brazzaville, le président Denis Sassou N'Guesso et ses homologues tenteront de poser les bases d'une gestion concertée des bassins forestiers qui se veut respectueuse de la souveraineté des Etats, enclenche un véritable partenariat stratégique et permette aux pays des trois bassins de peser dans les négociations internationales sur le climat. L'enjeu principal du sommet des trois bassins forestiers tropicaux consistera, a précisé le ministre, « à établir et à installer progressivement une coopération Sud-Sud qui contribuera à soutenir la décennie 2021-2030 des Nations unies pour la restauration des écosystèmes ». Le sommet permettra également, a-t-il poursuivi, de rapprocher et d'harmoniser les points de vue des différentes parties prenantes.

Julia Ndeko, Yvette Reine Nzaba, agence Tass



En juin 2023, entre incendies et pollution, la qualité de l'air s'est dégradée en Amérique du Nord (Onu photo)

tiques environnementales, économiques, sociales et diplomatiques. Et où les voix, nombreuses, s'élèvent pour alerter.

L'humanité a ouvert les portes de l'enfer !

21 septembre 2023, lors d'un sommet sur l'ambition climatique aux Nations unies, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, est direct : « L'humanité a ouvert les portes de l'enfer en permettant à la crise climatique de s'aggraver », dénonce-t-il.

La poursuite de la hausse des émissions de gaz à effet de serre, responsables du réchauffement, a entraîné cette année une «chaleur épouvantable» et des «incendies historiques» à travers le monde...

Pour le secrétaire général des Nations unies, les pays riches doivent ramener

rythme, transformer les plans en actions et inverser la tendance»...

La planète ne fait pas assez pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris

Un appel aux décideurs relayé il y a peu dans un rapport publié par l'Organisation

unies pour l'environnement (PNUE), Inger Andersen.

Selon l'OMM, seuls 15% des objectifs de développement durable (ODD) ont été atteints.

Pour rappel, en décembre 2015, l'Accord de Paris a été signé pour lutter contre le réchauffement climatique. Les pays

« La préservation des grands écosystèmes de biodiversité et des forêts tropicales constitue un enjeu prioritaire pour l'humanité, au regard de l'accélération du changement climatique et de son impact nocif, chaque jour plus perceptible, sur l'ensemble des habitants de notre planète »

Déclaration de Nairobi



William Ruto, le président de Kenya, lors de l'ACS23, à Nairobi (Luis Tato/AFP)

«L'Afrique possède à la fois le potentiel et l'ambition d'être un élément essentiel de la solution mondiale au changement climatique (...) Mais pour libérer son potentiel «à une échelle susceptible de contribuer de manière significative à la décarbonation de l'économie mondiale, il faudra multiplier les flux actuels de financement du développement et

des investissements», affirment les participants dans leur déclaration finale commune, baptisée «Déclaration de Nairobi».

Ils demandent notamment pour cela «une nouvelle architecture de financement adaptée aux besoins de l'Afrique y compris la restructuration et l'allègement de la dette», dont le

fardeau pèse lourdement sur leurs économies.

Un total de 23 milliards de dollars (21,3 milliards d'euros) d'investissements internationaux ont également été promis durant les trois jours de sommet, a déclaré William Ruto, dont 4,5 milliards de dollars (4,1 milliards d'euros) venant des Emirats arabes

unis pour les énergies propres en Afrique.

A Nairobi, les dirigeants africains ont également rappelé les riches pays pollueurs à honorer leur engagement de fournir, d'ici 2020, 100 milliards de dollars par an en financement climatique aux pays les plus pauvres.

D'après AFP

Chaque degré de réchauffement climatique accentue l'extinction des espèces (source Onu)



A la tribune de la 78^e assemblée générale de l'ONU, le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso a présenté les conséquences de la dégradation du climat sur l'humanité, du fait de la multiplication « désordonnée » des activités humaines. Il a vu la question du climat comme « la plus pressante de toutes les urgences ».

REFLEXION

Le Sommet de la survie

Dans le monde très instable où nous vivons rien n'est plus important, si l'on réfléchit bien, que de centrer clairement les activités humaines sur la protection de la nature qui les entoure. Car, au-delà de l'Histoire pour le moins agitée du temps présent, l'enjeu des années à venir est très clairement la survie de notre espèce que menacent la suractivité industrielle et les multiples atteintes que celle-ci porte à l'environnement.

Que le Congo, notre Congo, se trouve aujourd'hui au cœur du Sommet des trois grands Bassins fluviaux et forestiers de la planète témoigne clairement de la perception très réaliste que ses dirigeants – à commencer par le Président Denis Sassou N'Guesso – ont du danger

extrême qui marque d'un sceau rouge les premières décennies de ce nouveau millénaire. Portant depuis longtemps la plus grande attention à la menace qui pèse sur la planète il a, en effet, inscrit au cœur de sa stratégie la préservation de la forêt primaire, des immenses tourbières, du puissant fleuve Congo et de ses affluents où se recycle l'air que chacun de nous, où qu'il habite dans le monde, respire. Et, de ce fait, il est bien en charge d'une responsabilité vitale.

Le problème qu'il va falloir cependant résoudre lors de ce Sommet, ou plutôt l'obstacle qu'il va falloir franchir est celui du noble discours que tiennent depuis des années à l'échelle mondiale les principaux acteurs de la lutte contre

le dérèglement climatique mais qui n'est suivi d'aucune action réelle. Avec comme conséquence de plus en plus évidente le fait que le danger s'accroît au fil des mois et des années sans que rien ne soit réellement entrepris pour le combattre.

Passer du « baratin », comme on dit en langue populaire, à l'action concrète est bien le véritable enjeu du Sommet des trois Grands Bassins de la planète qui se tiendra à Brazzaville du 26 au 28 octobre. Un enjeu qui s'annonce d'autant plus important que sur les cinq continents de la planète où nous vivons les simples citoyens commencent à se mobiliser sérieusement pour exercer de fortes pressions sur leurs dirigeants et les contraindre à passer du verbe à l'acte, du noble geste à

la décision pratique, de la petite musique au vrai concert planétaire que personne ne pourra plus feindre de ne pas entendre.

Placés naturellement au cœur de la bataille mondiale sur laquelle se jouera le destin de notre espèce dans le proche avenir les nations des trois Grands Bassins fluviaux et forestiers vont devoir prouver leur volonté d'amener l'humanité à ouvrir enfin les yeux sur le défi qu'elle doit relever. Et, par conséquent, à faire entendre la voix de la raison sur toute l'étendue de la Terre.

Voyons si cette évidence s'imposera et si le Sommet de Brazzaville sera effectivement le Sommet de la survie humaine.

Jean-Paul Pigasse

ASIE DU SUD-EST

La déforestation causée par le caoutchouc largement sous-estimée

La déforestation pour la culture du caoutchouc en Asie du Sud-Est serait deux à trois fois plus importante que ce qui est généralement admis.

Selon une étude basée sur des données satellitaires, plus de quatre millions d'hectares de forêts ont été perdus depuis 1993 et le caoutchouc serait planté dans des zones cruciales pour la biodiversité. Il s'agit de la première mesure détaillée de la déforestation pour la production de caoutchouc en Asie du Sud-Est, qui représente la majeure partie de la production mondiale.

«Nos observations directes par télédétection montrent que la déforestation pour le caoutchouc est au moins deux à trois fois plus importante que ce que suggèrent les chiffres utilisés pour définir les politiques», indiquent les chercheurs dans la revue Nature.

Plus de 90% de l'hévéaculture mondiale a lieu en Asie du Sud-Est, et cette culture est depuis longtemps associée à la déforestation. L'ampleur du problème est difficile à quantifier et les chiffres sont parfois estimés sur la base de rapports nationaux sur l'expansion des cultures qui sont inexacts ou incomplets. La plupart des hévéas sont cultivés par de petits exploitants, dans des parcelles qu'il était difficile de repérer par le passé grâce à l'imagerie. Mais l'étude utilise des images satellites à plus haute définition et les compare aux images historiques analysées par



Plus de quatre millions d'hectares de forêts ont été perdus depuis 1993/DR

un programme informatique. L'analyse est possible en partie grâce aux caractéristiques distinctes de l'hévéa, qui perd et repousse son feuillage à des moments différents de ceux des plantes forestières tropicales.

L'étude révèle en particulier que les plantations d'hévéas matures cou-

vraient 14,2 millions d'hectares en Asie du Sud-Est en 2021, principalement en Indonésie, en Thaïlande et au Vietnam. Elle indique qu'environ 4,1 millions d'hectares ont été défrichés pour l'hévéa rien qu'entre 1993 et 2016. Pourtant, un million d'hectares de plantations d'hévéas se trouvent dans des régions dé-

signées comme zones clés pour la biodiversité depuis 2021.

Sur les îles d'Asie du Sud-Est, les conditions climatiques et saisonnières différentes font que les feuilles des hévéas tombent et repoussent à des moments différents de ceux observés ailleurs dans la région, ce qui rend plus difficile la

distinction avec d'autres plantes.

Les chercheurs estiment que leur calcul est encore susceptible de sous-estimer la superficie totale plantée en hévéas et l'effet de la culture de l'hévéa sur la déforestation.

Cela s'explique en partie par la difficulté de saisir toutes les cultures à partir de l'espace, mais aussi par le fait que seules les plantations d'hévéas encore en activité en 2021 ont été examinées pour détecter les signes d'une déforestation antérieure. Les plantations d'hévéas abandonnées avant 2021 n'ont pas été prises en compte, même si elles ont pu être à l'origine de la déforestation.

Les chercheurs affirment qu'il est nécessaire de mettre davantage l'accent sur le caoutchouc en tant que facteur de déforestation, notamment dans le cadre de la nouvelle législation élaborée par l'Union européenne et d'autres acteurs.

Etant donné qu'une poignée d'entreprises seulement représente la majeure partie du caoutchouc naturel consommé dans le monde, «on peut supposer que les principaux importateurs de caoutchouc, tels que l'UE, sont fortement concernés par la déforestation liée au caoutchouc», prévient l'étude.

Adiac/AFP

«On peut supposer que les principaux importateurs de caoutchouc, tels que l'UE, sont fortement concernés par la déforestation liée au caoutchouc»



airtel
AU-DELÀ DE L'IMAGINATION

**BIENVENUE
AU SOMMET DES 3 BASSINS
AVEC LE MEILLEUR
RÉSEAU INTERNET
DU CONGO**

Bienvenue! • Welcome! • Benvenuto! • ¡Bienvenido! • 歡迎! (Huānyíng!) • Karibu! • Boyeyi malam!

My Airtel app
Le choix malin
Téléchargez maintenant

CLIMAT

Le pape lance un nouveau cri d'alarme et appelle l'ONU à agir

«Le monde s'écroule»: le pape François a lancé un nouveau cri d'alarme face au réchauffement climatique et appelé à une transition énergétique «contraignante» dans un texte publié à quelques semaines avant la COP28 de Dubaï.

Huit ans après la publication de son encyclique fondatrice sur l'écologie intégrale, «Laudato Si», le jésuite argentin âgé de 86 ans déplore des réponses «insuffisantes alors que le monde (...) s'écroule» et s'approche d'un «point de rupture».

Intitulé «Laudate Deum» («Louez Dieu»), ce nouveau document appelle les grandes puissances à «reconfigurer le multilatéralisme» alors que les objectifs de réduction des émissions carbone semblent de plus en plus difficiles à atteindre.

Le chef de l'Eglise catholique insiste notamment sur la nécessité d'une transition énergétique contraignante, sous forme d'un appel direct aux participants aux négociations sur le climat sous l'égide de l'ONU (COP28) qui se tiendront début décembre à Dubaï.

Selon lui, cette conférence peut représenter un tournant en cas d'accord contraignant sur la transition des énergies fossiles vers les sources d'énergie propres telles que l'éolien et le solaire, sans quoi elle sera «une grande déception».

«Ce n'est que par un tel processus que la crédibilité de la politique internationale pourra être rétablie», estime-t-il dans ce document de 12 pages, rédigé en espagnol et traduit en plusieurs langues.

Jorge Bergoglio, qui a fait de la défense de la «Maison commune» un thème



Le pape François s'exprime depuis le Vatican, le 4 octobre 2023. (Andreas Solaro/AFP)

récurrent de son pontificat depuis son élection en 2013, met aussi en garde face aux «opinions méprisantes et déraisonnables des climatocéptiques, même au sein de l'Eglise catholique». «Ces dernières années, de nombreuses personnes ont tenté de se moquer de ce constat», déplore-t-il, sur fond de prolifération des fausses informations relativisant le réchauffement climatique ou «ridiculisant» ceux qui en parlent. «Nous avons beau essayer de les nier, de les cacher, de les dissi-

muler ou de les relativiser, les signes du changement climatique sont là, toujours plus évidents», alerte le pape, jugeant «probable» l'explosion du nombre de migrants climatiques «dans quelques années».

Des modes de vie irresponsables

Dans cette exhortation apostolique de 73 paragraphes à la tonalité didactique, le pape insiste de nouveau sur les dégâts causés par «l'intervention effrénée

de l'homme sur la nature» et fustige le «mode de vie irresponsable du modèle occidental», pointant notamment du doigt les Etats-Unis et la Chine pour leurs émissions de gaz à effet de serre. Plus généralement, il déplore le fait que «la crise climatique n'est pas vraiment un sujet d'intérêt pour les grandes puissances économiques, soucieuses du plus grand profit au moindre coût et dans les plus brefs délais possibles».

En 2015, «Laudato si» («Loué sois-tu»), un manifeste de 200 pages pour la solidarité afin d'agir ensemble en vue de protéger l'environnement, avait déclenché un débat au niveau mondial, phénomène inédit pour un texte religieux, y compris des commentaires dans des revues scientifiques.

Quelques mois plus tard, une avancée significative avait été obtenue avec l'accord de Paris sur le climat dont l'objectif primordial est de maintenir la hausse de température en dessous de 2°C.

L'ONU a averti le mois dernier que le monde n'était pas en bonne voie pour atteindre ce but, alors que 2023 devrait être l'année la plus chaude de l'histoire de l'humanité, avec un été marqué par des canicules, des sécheresses et des incendies. «Le pape a raison de souligner l'écart croissant entre la nécessité urgente d'éliminer progressivement tous les combustibles fossiles et le fait que les pays et l'industrie pétrolière et gazière persistent à produire d'une manière incompatible avec un climat supportable», a réagi Mariam Kempe Hardy, de l'ONG Oil Change International. Le groupe catholique britannique d'aide à l'étranger CAFOD y voit une manière de «demander des comptes aux dirigeants mondiaux et aux géants de l'industrie».

Selon des experts, ce nouveau texte devrait avoir moins d'impact que le premier, mais Bill McKibben, fondateur de 350.org, une organisation environnementale internationale, estime que «le travail des leaders religieux du monde entier peut représenter notre meilleure chance de reprendre les choses en main». «Oui, les ingénieurs ont fait leur travail. Oui, les scientifiques ont fait leur travail. Mais il est grand temps que le cœur humain fasse aussi son travail. C'est pour cela que nous avons besoin de ce leadership», a-t-il ajouté.

Adiac avec AFP

«La crise climatique n'est pas vraiment un sujet d'intérêt pour les grandes puissances économiques, soucieuses du plus grand profit au moindre coût et dans les plus brefs délais possibles»

VIETNAM

Le delta du Mékong menacé par l'épuisement de ses réserves de sable

L'avenir du delta du Mékong au Vietnam, région stratégique pour le riz et la biodiversité, est menacé par le risque d'épuisement de ses réserves de sable d'ici 2035.

Au rythme actuel de 35 à 55 millions de mètres cubes de sable prélevés chaque année, le stock exploitable sous le lit du fleuve (estimé entre 367 et 550 millions de mètres cubes) ne peut pas durer plus de dix ans, alerte le Fonds mondial pour la nature WWF, ONG de défense de l'environnement, dans un texte daté du mois d'août. La région «affronte une menace existentielle au cours des trois prochaines décennies si aucune transformation à grande échelle n'est entreprise», est-il écrit.

La zone du delta du Mékong est considérée comme le grenier à riz du Vietnam, dont dépendent des dizaines de millions de personnes, pour leur alimentation notamment. C'est aussi un haut-lieu de la biodiversité, dont l'équilibre est menacé par le dérèglement climatique, notamment la montée des eaux.

L'épuisement des réserves de sable peut conduire à une hausse de 10% des zones touchées par

l'intrusion du sel, qui affecte déjà les récoltes. Le phénomène peut aussi accélérer l'érosion des berges de rivière, et de plus grandes marées qui peuvent mener à plus d'inondations et d'érosion.

Le rapport pointe notamment du doigt l'effet néfaste des barrages hydroélectriques construits en amont sur le fleuve Mékong, qui retiennent une partie des alluvions nécessaires au renouvellement des réserves de sable.

Du sable est également prélevé au Vietnam, ainsi qu'au Laos,

La zone du delta du Mékong est considérée comme le grenier à riz du Vietnam, dont dépendent des dizaines de millions de personnes, pour leur alimentation notamment.



Un barrage hydroélectrique construit en amont sur le fleuve Mékong DR

Cambodge, et Thaïlande pour répondre aux besoins du BTP. La demande est telle que des réseaux illégaux de prélèvement se sont organisés la nuit.

Dans le rapport, WWF recommande aux pays riverains du Mékong de s'entendre sur un plan

sur la question, ainsi que la promotion de méthodes de construction plus durables.

Dans le delta du Mékong, le ministère vietnamien de l'Agriculture et du Développement rural a recensé depuis 2016 environ 800 endroits concernés par l'érosion,

sur un total de plus de 1.100 kilomètres de berges donnant sur les rivières et la mer.

Quelque six milliards de tonnes de sable sont arrachées chaque année aux océans, ont alerté les Nations unies début septembre.

Adiac/AFP

GROUPE AOGC
AFRICA OIL & GAS CORPORATION



20 Years
ANNIVERSARY
2003 - 2023



**UNE REPONSE AU DEFI DE PROMOTION
DU SECTEUR PRIVE NATIONAL CONGOLAIS**



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

L'Indonésie peut-elle abandonner le charbon avec 20 milliards de dollars ?

Moins d'un an après avoir obtenu 20 milliards de dollars pour réduire sa dépendance au charbon, l'Indonésie ploie devant les difficultés pour atteindre cet objectif.

Lors du G20 à Bali en novembre 2022, l'archipel a obtenu 20 milliards de dollars (18,8 milliards d'euros) de financements publics et privés pour limiter ses émissions d'ici 2030 et tomber à zéro émission d'ici à 2050.

Selon ce modèle, annoncé pour l'Afrique du Sud en 2021, pour l'Indonésie et le Vietnam en 2022 puis pour le Sénégal cette année, des pays riches s'engagent à fi-

tion Energétique Juste (JETP), notamment en raison de problèmes de calcul des émissions prévues.

Le JETP pour l'Indonésie part du principe que le secteur électrique, en passe d'émettre 357 millions de tonnes de carbone d'ici à 2030, limitera désormais ces émissions à 290 millions de tonnes maximum.

Or ces chiffres ne tiennent pas compte de certaines nouvelles centrales à charbon qui alimentent des usines et non le réseau.

«L'objectif de 290 millions de tonnes peut-il encore être atteint », s'interroge Fabby Tumiwa, directeur général de l'Institut pour la réforme des services essentiels (IESR), un groupe de réflexion indonésien sur l'énergie. «Et l'engagement de 20 milliards de dollars est-il suffisant pour atteindre cet objectif?».

Jakarta serait également insatisfait du cofinancement de cet accord, craignant de se voir proposer essentiellement des prêts au taux du marché qui conduiraient le pays à s'endetter.

«L'Indonésie espère une plus grande part de subventions», affirme Anissa Suharsono, de l'Ins-

«Le solaire et l'éolien représentent chacun moins d'1% de l'énergie actuellement produite en Indonésie»

titut international du développement durable. Elle fait référence à une information de Bloomberg selon laquelle l'Indonésie ne peut espérer que 289 millions de dollars de subventions, dont la moitié pour assistance technique. «C'est, à mon avis, scandaleux. S'il s'agit d'un fonds climatique destiné à encourager un pays en développement à accélérer sa transition, ce n'est pas la bonne manière de procéder», estime l'experte.

Les estimations du coût de réalisation des objectifs s'élèvent à plus de 100 milliards de dollars, selon M. Tumiwa.

En outre, l'Indonésie, qui produit plus de 60% de son électricité à partir du charbon, possède beaucoup plus de centrales à charbon que l'Afrique du Sud, et elles sont bien plus récentes.

Les mettre à l'arrêt sera plus coû-

teux. Le solaire et l'éolien représentent chacun moins d'1% de l'énergie actuellement produite en Indonésie et le réseau a besoin d'être modernisé en raison de la nature intermittente de l'énergie renouvelable.

Le financement de ces améliorations pourrait ne pas susciter l'engouement. Car PLN, le fournisseur d'électricité public d'Indonésie, a le monopole, a ajouté Mme Suharsono, qui se demande qui «investira dans un réseau qui appartiendra à quelqu'un d'autre?»

Les experts estiment également que l'archipel doit se préparer aux conséquences économiques de l'abandon du charbon, un secteur qui emploie directement quelque 250.000 personnes, selon l'IESR.

«Les régions charbonnières,

«Le gouvernement doit mettre en place les moyens de trouver d'autres sources de revenus pour les travailleurs, mais aussi pour les gouvernements (locaux)»

comme Kalimantan et le sud de Sumatra, sont très dépendantes des revenus tirés de l'extraction du charbon et des activités économiques qu'elle génère», affirme Rezky Khairun Zain, analyste spécialiste du climat et de l'énergie à l'Institut des ressources mondiales en Indonésie. «Le gouvernement doit mettre en place les moyens de trouver d'autres sources de revenus pour les travailleurs, mais aussi pour les gouvernements (locaux)».

Malgré tous les défis à relever, M. Tumiwa veut croire que le JETP est la meilleure des options.

«Mais nous devons aller de l'avant, au moins pour démontrer que ce concept peut fonctionner et servir de modèle»

«Rien n'est parfait. Le financement est encore insuffisant et les négociations sont encore difficiles», estime-t-il. «Mais nous devons aller de l'avant, au moins pour démontrer que ce concept peut fonctionner et servir de modèle».

AFP

«Et l'engagement de 20 milliards de dollars est-il suffisant pour atteindre cet objectif ?»

nancer la transition énergétique des pays en développement. Cet accord permettrait à l'Indonésie, un des plus gros pollueurs en raison notamment de son vaste parc de centrales électriques au charbon, d'abandonner cette énergie fossile particulièrement polluante. Mais l'effet d'annonce passé, la tâche s'annonce ardue. En août, Jakarta a reporté la publication de la feuille de route de ce Partenariat pour une Transi-

IMPRIMERIE NOUVELLE DU CONGO

OFFSET

CREA

NUMERIQUE

OBJET PUBLICITAIRE

SERIGRAPHIE

UNE INDUSTRIE GRAPHIQUE À VOCATION SOUS-RÉGIONALE, AU CŒUR DU BASSIN DU CONGO.

- UNE ÉQUIPE EXPÉRIMENTÉE ET PRÊTE À VOUS ACCOMPAGNER DANS LA RÉALISATION DE TOUS VOS PROJETS D'IMPRESSION ;
- UNE LARGE GAMME DE PRODUITS ;
- UN BON RAPPORT QUALITÉ-PRIX.

N°04, Avenue des Gaulois, Z.I. Mpila / Brazzaville.

+242 05 200 65 65 / 06 701 45 83 @ contact@inc-sa.com www.inc-cg.com

HYDROGÈNE VERT

Le Maroc ambitionne de devenir un acteur majeur du secteur

Le Maroc aspire à devenir un acteur majeur de l'hydrogène vert en Afrique du Nord, en misant sur son rôle pionnier dans les énergies renouvelables, avec l'idée de l'exporter vers l'Europe tout en l'exploitant localement dans la production d'engrais, secteur économique crucial.

Fin juillet, le roi Mohammed VI a réaffirmé dans un discours les ambitions de son pays, appelant son gouvernement à «une mise en oeuvre rapide et qualitative» de «l'offre Maroc» pour l'hydrogène vert.

Il faut, a-t-il dit, «valoriser les atouts dont dispose notre pays et répondre au mieux aux projets portés par les investisseurs mondiaux dans cette filière prometteuse».

L'hydrogène est récupéré à travers l'électrolyse de l'eau qui sépare ce gaz de l'oxygène. Il est dit «vert» quand il est produit grâce à de l'électricité issue d'énergies renouvelables: éolienne, solaire ou hydraulique.

Porteur de grands espoirs dans le cadre des efforts planétaires de réduction des émissions carbone, c'est un vecteur d'énergie pouvant servir aussi bien à décarboner la sidérurgie, la cimenterie, les engrais, la chimie, que le stockage d'énergies propres.

Le Maroc vise le premier rang au Maghreb, même si le secteur est «embryonnaire et les grands projets mondiaux ne verront pas le jour avant trois à cinq ans», explique à l'AFP Samir Rachidi, directeur de l'Institut marocain de recherche Iresen.

A la mi-août, le ministère de l'Economie a annoncé avoir réservé environ 1,5 million



d'hectares du domaine public, presque autant que la surface du Koweït, pour ac-

se jette dans la mêlée avec l'avantage d'avoir déjà misé fortement ces 15 dernières

ou l'Egypte. L'objectif est de ne pas dépasser un coût de production d'un à deux

«Valoriser les atouts dont dispose notre pays et répondre au mieux aux projets portés par les investisseurs mondiaux dans cette filière prometteuse»

cueillir huit sites de production d'hydrogène et d'ammoniac verts.

Quel coût ?

Les médias marocains ont fait état de projets d'investisseurs australiens, indiens, allemands, français ou britanniques. Le Maroc

années sur les énergies propres qui fournissent 38% de l'électricité produite actuellement, et ambitionne d'atteindre 52% en 2030.

Lancer une filière d'hydrogène vert nécessite cependant une électricité peu onéreuse face à des pays rivaux comme la Mauritanie

dollars par kilo d'hydrogène vert, a expliqué Ahmed Reda Chami, président du Conseil économique (organisme public) à l'hebdomadaire «La Vie Eco».

Pour Samir Rachidi de l'Iresen, il faut aussi établir «une chaîne de valeur industrielle qui commence par les usines de dessalement d'eau de mer (pour l'électrolyse), le stockage d'électricité, jusqu'au transport et la commercialisation de l'hydrogène».

Le Maroc a programmé d'ajouter 7 stations de dessalement à son parc de 12 usines, afin d'affronter en parallèle le stress hydrique qui menace son agriculture, autre secteur clef.

L'Algérie et la Tunisie dans la course

Pour Rabat, l'hydrogène vert est crucial également car cette énergie peut servir à la production d'ammoniac, base des engrais agricoles azotés, un secteur dont le pays est l'un des leaders mondiaux grâce à ses immenses réserves de phos-

phates.

Surfant sur une forte demande mondiale qui a fait s'envoler le prix à 1.000 euros la tonne depuis le Covid-19 et la guerre en Ukraine, l'Office chérifien du phosphate (monopole public) compte produire en 2027 un million de tonnes d'«ammoniac vert» (à partir d'hydrogène vert), et le triple en 2032.

Le reste du Maghreb se positionne aussi sur l'hydrogène vert.

Selon un rapport du cabinet Deloitte paru cet été, l'Afrique du Nord sera la première région du monde exportatrice d'hydrogène vert en 2050, rebattant les cartes de l'énergie mondiale. L'Algérie «ambitionne de devenir un acteur majeur» en capitalisant sur «un potentiel parmi les plus importants au monde» en termes d'énergie solaire et éolienne et «sur ses infrastructures de transport (gazoducs)», explique Rabah Sellami, directeur au Commissariat des énergies renouvelables (CEREF). Actuellement, le pays pétro-gazier produit seulement 3% de son électricité à partir de renouvelables mais investit massivement pour parvenir à une puissance installée de 4 GW à l'horizon 2024. L'Algérie dispose de nombreuses stations de dessalement dont la capacité va plus que doubler à 2 milliards de m³/an d'eau purifiée en 2030.

Sa feuille de route pour l'hydrogène vert prévoit une production annuelle d'un million de tonnes en 2040, destinée à l'export vers le marché européen et 250.000 tonnes pour la consommation interne.

Quant à la Tunisie, elle sera «capable d'exporter entre 5,5 et 6 millions de tonnes d'hydrogène vert vers l'Europe, à l'horizon 2050», assurait récemment Belhassen Chiboub, directeur général au ministère de l'Énergie. A condition de hisser sa production d'électricité propre de 3% actuellement à 35% promis pour 2030.

Adiac/AFP



Vue aérienne des panneaux solaires de la centrale solaire à concentration Noor 1, à environ 20 km de Ouarzazate, dans le centre du Maroc, le 4 février 2016 / Copyright © africanews

PAROLE D'EXPERT

L'Afrique, une puissance émergente en énergies renouvelables et écologiques : Vers une fiscalité verte ?

Du 26 au 28 octobre 2023, Brazzaville organise un sommet qui cherche à mobiliser les moyens financiers pour préserver et restaurer les forêts tropicales du bassin du Congo, d'Amazonie et d'Asie du Sud-Est contribuant à la régulation du réchauffement climatique. Représentant plus de 80% des forêts tropicales du monde, elles abritent les deux tiers de la biodiversité terrestre. Plus de 350 millions de personnes dépendent directement d'elles.

Sur les 4,06 milliards ha de forêts couvrant la superficie terrestre, les forêts tropicales représentent 51,95% contre 28,57% boréales et 19,48 tempérées. Elles émettent 860 Giga tonnes de CO₂ (GtC) dont 54,65% de forêts tropicales, 31,40% boréales et 13,95% tempérées ; alors qu'elles absorbent ce gaz à effet de serre (GES) à 44,19% dans les sols, 41,86% biomasse vivante, 8,72% bois mort et 5,23% litrière.

Le bassin du Congo qui couvre plus de 220 millions ha et 206 réserves n'émet que 530 millions de tonnes de CO₂ et absorbe 1,1 GtC par an.

L'Amazonie absorbe 1,2 GtC et libère 1,1 GtC par an, soit 100 millions de tonnes de CO₂ séquestrées.

L'Asie du Sud-Est absorbe 1,1 GtC et émet 1,6 GtC, soit un déficit de 490 millions de tonnes de CO₂. La préservation et la restauration de ces trois poumons verts nécessitent plus de 203 Mds \$ par an d'ici 2050 qui restent à trouver.

Le sommet de Brazzaville suit celui de Nairobi, organisé du 4 au 8 septembre 2023 et qui soulignait déjà la faiblesse du financement des énergies renouvelables, limitant les capacités de l'Afrique à valoriser ses ressources et de faire de ce continent une puissance énergétique émergente.

Si les 54 États africains se sont engagés dans les enjeux mondiaux de la transition énergétique, l'absence de souveraineté industrielle et énergétique, limite l'efficacité des projets écologiques.

En cause :

-La sous-exploitation du potentiel d'énergie verte : avec une capacité de production d'énergies renouvelables de 56 Giga Watts (GW) en 2022, le continent africain pourra atteindre les 300 GW d'ici à 2030. Son modèle de sobriété énergétique est l'un des mieux équilibrés du monde.

Il repose sur 1 622,5 GW dont 90,90% d'énergies renouvelables contre 9,10% d'énergies fossiles. Dans ce mix énergétique, la part des énergies propres équivaut à dix fois la production totale d'électricité carbonée actuelle de l'Afrique de 147,5 GW.

Or, l'Afrique qui abrite 60 % des meilleurs potentiels mondiaux en énergie solaire ne produit à peine que 5 GW d'énergie solaire photovoltaïque, avec des installations représentant seulement 1% du total des installations mondiales valant 3% des investissements mondiaux de la transition énergétique. Il en résulte un déficit de financement des infrastructures électriques, estimé à 45 Mds \$ par an.

Plus de la moitié de la population africaine, soit 600 millions d'habitants, n'ont pas accès à l'électricité et environ 80 % des entreprises d'Afrique subsaharienne subissent des coupures fréquentes, entraînant des pertes économiques substantielles. Au potentiel naturel qui génère directement des énergies propres (solaire, éolien, géothermie,...), s'ajoutent les 40% des réserves mondiales de cobalt, de manganèse et de platine, essentiels pour la fabrication des batteries et des piles à

hydrogène que l'Afrique pourra transformer sur place pour assurer sa souveraineté industrielle et énergétique;

-La forte dépendance financière vis-à-vis des donateurs : la nouvelle architecture du développement durable de l'Afrique, qui prend en compte la restructuration et l'allègement de la dette, se traduit par un nouveau pacte financier, estimé à 23 Mds \$. Seuls les Émirats arabes unis se sont engagés à aider l'Afrique pour 4,5 Mds \$. Les autres pays pollueurs du monde qui n'ont toujours pas honoré leur engagement de fournir, avant 2020, 100 Mds \$ par an (COP16) au titre du Fonds vert pour le climat de l'Afrique, ne se sont pas prononcés. Le souhait des 54 États africains de voir doubler ces 100 Mds \$ d'aide des pays riches pollueurs pour contrer les effets d'un réchauffement dont l'Afrique est victime mais pas responsable demeure un vœu pieux.

En effet, l'Afrique ne contribue qu'à 4% de la production des GES responsables des aléas météorologiques, climatiques et hydrologiques qui ont touché directement, en 2022, plus de 110 millions de ses habitants et provoqué des dommages économiques évalués à plus de 8,5 Mds \$. Sur 5 000 décès signalés sur ce continent, 48% le sont par suite de la sécheresse contre 43 % d'inondations et 9% pour d'autres causes liées au réchauffement climatique.

-Vers une fiscalité verte : C'est à l'Afrique de financer le réchauffement climatique et le développement des énergies re-

nouvelables par ses propres ressources issues de la fiscalité verte. L'idée du premier sommet d'Afrique de fixer une taxe carbone sur le transport des matières premières et sur la valeur de chaque tonne de matière première fossile exportée vers les pays riches pollueurs est une piste plus raisonnable que les crédits fantomatiques du Fonds vert pour le climat. La crédibilité de cette idée est justifiée par le Centre africain pour la politique en matière de climat de la Commission économique pour l'Afrique, qui estime les coûts des pertes et dommages dus au changement climatique en Afrique entre 290 et 440 Mds \$ sur la période 2020-2030, alors que le financement de l'adaptation au climat nécessite des contributions de l'ordre de 2 800 Mds \$ entre 2020 et 2030.

Ainsi, le potentiel énergétique et environnemental de l'Afrique peut faire de ce continent une puissance émergente en matière d'énergies renouvelables et de la protection des forêts tropicales. Sa sobriété énergétique et environnementale en fait un acteur privilégié du développement durable à l'échelle mondiale, à condition, toutefois, que l'Afrique assure sa souveraineté industrielle en s'équipant et en transformant localement ses matières premières, tout en assurant son autonomie financière par une fiscalité verte responsable.

Emmanuel Okamba
Maître de Conférences HDR
en Sciences de Gestion

Bureau d'Etudes BTP, Design, Architecture, Ingénierie BTP, Expertise Immobilière et Urbanisme

Aménagement, Environnement, Lotissement, PLU, SCoT, Faisabilité & Planification, Représentation & Négoc



Plus de 15 ans au service des populations pour améliorer leur cadre de vie



EDAU Congo scp
www.edau-congo.com

N° Agrément Ministère : 00130/MCUH-CAB/2023
Membre de l'Ordre des Architectes du Congo (OAC) : n° BE 03 OAC 6 - 2009
N° NIU : M2010110000267081 - N° RCCM CG - BZV - 01 - 2008 - B41
Case 013 OCH- Mougali III - BP 13 306- Brazzaville CONGO- Avenue de la Morgue CHU
Tél. (+242) 06 634 7202- 05 720 1515- 222 824 824 - infos@edau-congo.com

DÉRÈGLEMENTS CLIMATIQUES

L'Afrique s'unit pour faire face aux défis

Pour faire face aux défis inhérents aux dérèglements climatiques, l'Afrique s'organise pour moduler son économie et protéger sa société civile. Ce qui passe par une pédagogie de sensibilisation et de formation des générations futures et par une adaptation des économies actuelles vers les énergies durables.

Aux défis sur le long terme s'ajoutent les enjeux présents comme la restauration et la conservation des forêts tropicales, des tourbières et des mangroves et l'établissement d'un rapport de force capable de peser sur les résolutions de la COP 28 et d'amener les pays riches, qui sont aussi les plus gros pollueurs, à respecter leurs obligations financières.

RÉSILIENCE CLIMATIQUE

Des réformes "plus ambitieuses" pour éviter les pertes économiques

Dans un rapport pays sur le climat et le développement, dévoilé le 9 octobre, à Brazzaville, la Banque mondiale suggère des pistes de solutions allant du renforcement des infrastructures et des services sociaux à la diversification économique pour faire face aux effets du changement climatique qui impactent déjà le Congo et le continent.



Nabil Chaherli, l'un des auteurs du rapport de la Banque mondiale/Adiac

Dans son rapport, la Banque mondiale vise à aider le Congo à renforcer sa capacité à s'adapter aux enjeux climatiques, en hiérarchisant ses interventions pour pouvoir réduire les émissions de gaz à effet de serre, explique Nabil Chaherli, l'un des auteurs. Ainsi, l'institution internationale propose au Congo plusieurs actions prioritaires :

- développement d'une agriculture

climato-intelligente.

- gestion des forêts indispensables à la création d'emplois et à la réduction des émissions de carbone.
- optimisation des marchés du carbone, avec des forêts capables de générer 260 millions de dollars en exportation de bois et stocker plus de 44 gigatonnes d'équivalent de CO₂.
- investissements dans des infrastructures et services plus écologiques en matière de l'électricité, des transports, de l'eau et de l'assainissement.

- essor de l'éducation et d'un service de santé adaptés au changement climatique pour pouvoir sauver des vies et apporter des ressources vitales aux plus pauvres.

- Installation de systèmes renforcés de surveillance des maladies et des services sociaux adaptés aux chocs climatiques.

Afin d'en assurer un meilleur suivi, Nabil Chaherli est favorable à la création d'une plate-forme réunissant les pouvoirs publics, le secteur privé, la société civile et les partenaires au développement.

Fiacre Kombo

Kinshasa structure ses ambitions

Face aux enjeux climatiques, la vision congolaise intègre trois volets majeurs, à savoir l'accès au financement, la cohésion autour des projets et les solutions innovantes.



Un paysage de tourbières en RDC/DR ONU

Pour répondre aux problématiques de croissance verte et de financement de l'action climatique en Afrique et dans le monde, Kinshasa a présenté un plan avec trois grands volets : l'accès équitable des pays africains au financement, la solidarité sur des projets d'intérêt commun dans les énergies renouvelables, les solutions innovantes sur les défis environnementaux.

Pour tracer une nouvelle voie pour le continent africain et assurer une bonne exécution de ce plan, le Premier ministre de la RDC, Jean-Michel Sama Lukonde, estime nécessaire de réduire les dettes économiques

contractées pendant la crise mondiale du Covid-19, de faciliter le financement des projets intégrateurs et de mettre en œuvre une véritable économie du climat, avec des structures innovantes comme un Fonds d'investissement dédié ou même un marché de carbone équitable.

Au Kenya, lors de l'Africa Climate Summit 2023 (ACS23), l'occasion était propice pour le gouvernement de la RDC de rappeler deux projets phares en difficulté faute de financement, à savoir le projet intégrateur d'Inga et le projet de développement de la chaîne de valeur dans la fabrication des batteries.

Votée à l'unanimité, la Déclaration de Nairobi sur les enjeux climatiques constitue une étape importante pour les négociations futures, puisqu'elle permet à l'Afrique de parler enfin d'une seule voix et qu'elle intègre finalement les intérêts diversifiés.

Ainsi, les dirigeants africains ont appelé la communauté mondiale à agir de toute urgence pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, à honorer l'engagement de fournir 100 milliards de dollars de financement climatique annuel aux pays en développement et à rendre rapidement opérationnelle la facilité pour les pertes et dommages convenue lors de la COP 27 de l'année dernière. Le défi financier se trouve au centre de ce que Jean-Michel Sama Lukonde appelle « le combat ».

A la prochaine assemblée générale des Nations unies de New York et même pendant la COP-28, l'Afrique devra parler d'une seule voix avec les autres pays qui l'ont rejoint lors du sommet de Nairobi. Pour faire vivre durablement la flamme, la Commission de l'Union africaine va continuer à sensibiliser le continent africain et œuvrer à l'institutionnalisation du sommet africain pour le climat tous les deux ans. Le rendez-vous est fixé en 2025.

Laurent Essolomwa



Selon l'étude de la Banque mondiale, les marchés du carbone de la forêt congolaise représentent 260 millions de dollars en exportations de bois et permettrait de stocker plus de 44 gigatonnes d'équivalent de CO₂.

De nouveaux engagements financiers

En marge de la Déclaration de Nairobi, des annonces importantes ont été faites au Kenya, début septembre. Le président désigné de la COP-28 a fait état d'une initiative de 4,5 milliards de dollars impliquant plusieurs entités basées aux Émirats arabes unis et Africa 50.

L'objectif est de financer 15 gigawatts d'énergie propre en Afrique d'ici à 2030. On s'attend à un financement supplémentaire de l'ordre de 12,5 milliards de dollars provenant des sources multilatérales publiques et privées. Par ailleurs, il y a aussi le nouvel engagement de l'administration Biden de trois milliards de dollars par an pour soutenir l'adaptation dans le cadre de l'initiative américaine.

AGRICULTURE

Renforcer les pratiques agricoles durables

Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Paul Valentin Ngobo, et la représentante de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) au Congo, Yannick Ariane Rasoarimanana, ont signé, le 30 juin, à Brazzaville, deux projets visant, entre autres, la vulgarisation de l'agriculture biologique et la pisciculture en cages flottantes et en bacs hors sol.

Lors de sa visite à Brazzaville, en juin dernier, la représentante de la FAO au Congo, a insisté sur la nécessité de mettre en place des systèmes agro-alimentaires plus efficaces, inclusifs, résilients et durables pour une meilleure nutrition, un meilleur environnement et une meilleure condition de vie, sans laisser personne de côté.

« Soucieux de relever ce défi, le gouvernement a sollicité une assistance de la FAO aux fins de renforcer les capacités techniques des pisciculteurs à l'élevage de

poissons en cages flottantes et en bacs hors sol. Cette assistance permettra aussi d'élaborer une cartographie du potentiel piscicole du pays, dans l'objectif de poursuivre la mise à l'échelle des essais pilotes d'élevage en cages flottantes et en bacs hors sol », a-t-elle rappelé, réitérant le soutien de la FAO à la politique du gouvernement pour la mise en œuvre du Plan national de développement 2022-2026.

Renforcer la capacité à produire des aliments sains

Le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche a, à cette occasion, rappelé les pratiques néfastes des acteurs de la pêche et les contraintes physiques, notamment l'accès difficile à certains bassins de pêche, freinant la progression du pays. D'où l'impératif de trouver des solutions innovantes afin de renforcer la production halieutique nationale. Selon Paul Valentin Ngobo, cette initiative constitue une lueur d'espoir pour l'avenir du secteur de la pêche et de l'aquaculture. « La pisciculture en bacs hors sol et



Une maraichère à Brazzaville/Adiac



Pisciculture à Mindouli (Adiac)

cages flottantes offre une alternative crédible à la pêche traditionnelle en mer. Elle permet de contrôler et de gérer efficacement la production de poisson, tout en préservant notre environnement marin. En adoptant des pratiques d'aquaculture responsables, nous pourrions non seulement répondre à la demande croissante de produits halieutiques, mais aussi créer de nouvelles opportunités économiques pour notre jeunesse », a-t-il expliqué.

Il a également souligné l'importance de promouvoir des pratiques agricoles durables complétant le développement dans le secteur de la pisciculture dans le pays. « En encourageant la production d'aliments biologiques, nous répondons à la demande croissante des consommateurs pour des produits sains, tout en créant de nouvelles opportunités économiques pour nos agriculteurs. L'agriculture biologique présente également des avantages environnementaux significatifs. Elle favorise la conservation des ressources en eau, la préservation de la fertilité des sols et la réduction de l'érosion », a poursuivi le ministre, précisant que la formation des jeunes dans le domaine de l'agriculture biologique permettra de renforcer la capacité du pays à produire des aliments sains.

« En encourageant la production d'aliments biologiques, nous répondons à la demande croissante des consommateurs pour des produits sains, tout en créant de nouvelles opportunités économiques pour nos agriculteurs. L'agriculture biologique présente également des avantages environnementaux significatifs. Elle favorise la conservation des ressources en eau, la préservation de la fertilité des sols et la réduction de l'érosion », a poursuivi le ministre, précisant que la formation des jeunes dans le domaine de l'agriculture biologique permettra de renforcer la capacité du pays à produire des aliments sains.

Parfait Wilfried Douniama

EDUCATION

Pédagogie et éducation pour former les générations futures

En parallèle des réponses concrètes et immédiates que les pays du Sud doivent apporter, la pédagogie et l'éducation sont un levier fondamental pour former les générations futures à renforcer leur capacité à s'adapter aux enjeux climatiques.

Le 7 octobre, au sein de l'American International School (AISB) de Brazzaville, des élèves ont été sensibilisés au bien-fondé de la réponse écologique que représente le Bassin forestier et aux opportunités d'emplois qu'il offre. Une campagne de terrain menée en partenariat avec la Fondation africaine pour l'éducation (FAE) et animée par des intervenants comme le Dr Suspense Averti Ifo, enseignant à l'Université Marien-Ngouabi.

« Les forêts offrent plusieurs opportunités en termes de métiers. Dans les forêts nous avons l'indus-



L'intervention du Dr Suspense Averti Ifo à l'American International School (AISB) de Brazzaville. DR Adiac

trie pharmaceutique qui s'appuie sur les différentes essences forestières qui ont des principes actifs. Vous avez aussi l'industrie de la parfumerie, le secteur de l'alimentation et l'éco-tourisme, qui est essentiel pour l'avenir de la République du Congo. (...) La fonction publique n'est pas le seul employeur; et nous devons penser autrement pour développer le secteur privé dans leur projection future en termes de métiers », a-t-il ajouté face à plus de 350 élèves venus de cinq établissements de la capitale.

Quentin Loubou

TRIBUNE LIBRE

Premier Sommet de la Commission du Climat du Bassin du Congo et du Fonds bleu pour le Bassin pour le Congo ou l'art de penser le destin de la nature au XXI^e siècle

Par le Pr Grégoire Lefouoba, philosophe, Université Marien-Ngouabi de Brazzaville

L'opportunité du Sommet de Copenhague m'avait inspiré un article publié en français et en anglais dans « Les Dépêches de Brazzaville », dans les n° 883 et 884 des 14 et 15 décembre 2009 sur le titre «Copenhague ou le sommet de l'éthique de responsabilité universelle : tous contre la chaleur universelle (et si l'Afrique refusait les conclusions du sommet)». L'idée de la présente publication qui, sans doute, m'occupait beaucoup s'est cristallisée ce mois en avril 2018, suite aux tergiversations à l'époque de l'administration américaine sur l'Accord de Paris. « On naît. On meurt. C'est mieux si entre les deux on a fait quelque chose », disait Francis Bacon.

La prise de conscience relative au climat est un grand pas contre la fascination de l'erreur et de l'insouciance. Il est constant de se rendre à l'évidence en mettant en lumière l'aporie suivante : «On ne commande à la nature qu'en lui obéissant». Cette idée de Francis Bacon (1561-1626), philosophe anglais et homme d'Etat, constitue la base de toute réflexion sur les questions actuelles sur les changements et le réchauffement climatiques. Quel enseignement peut-on tirer du refus de cet aphorisme qui constitue l'intelligence absolue dans la réflexion philosophique sur le destin de l'humanité aujourd'hui ?

Le Sommet de Brazzaville, au cœur du bassin du fleuve Congo, saura-t-il sortir de l'impasse afin d'indiquer de manière pratique la voie à suivre avec des objectifs précis et concrets ? Rien ne nous permet de désespérer car la nourriture respiratoire est ici sur les berges du fleuve Congo. Quelle conduite internationale observer en direction des grands pollueurs du monde qui sont les pays industrialisés (pays occidentaux, Etats-Unis, Japon et Chine). Quelle est la perception du reste de l'humanité sur leur conviction qui oscille entre égoïsme et égarement ?

1-Problématisons la question

Depuis près d'un demi-siècle, l'humanité constate que le climat change de manière dangereuse pour les habitants de la Terre. La conscience universelle se déploie, avec un engagement qui traduit la

mesure effective du danger. Les déclarations et prises de positions de plusieurs scientifiques et penseurs poussent les responsables des Etats à rechercher des solutions idoines pour éviter la catastrophe. Les conférences de Rio (Brésil), de Kyoto (Japon), de Copenhague (Danemark), de Durban (Afrique du Sud) et de Colombie ont bien indiqué l'ampleur du danger.

En décembre 2009, la conférence de Copenhague formule un préalable aux Etats-Unis pour qu'ils s'engagent solennellement à hâter la réponse à donner pour sauver l'humanité contre le réchauffement climatique dû à l'émission des gaz à effet de serre. Paris 2015 fut l'une des plus grandes rencontres historiques où étaient présentes les plus hautes autorités des Etats, ayant pris des engagements précis.

II-Par la philosophie, ouvrir une transcendance sur les questions de la nature (et du climat) et circonscrire l'écart entre les riches et les pauvres dans le monde

Dans toute la tradition marxiste, le rapport social entre les hommes sur le contrôle de la nature semble absorber le rapport entre l'homme et la nature, et même la nature elle-même.

La nature, c'est l'existence des choses, en tant qu'elle est déterminée selon des lois universelles (Kant). « Pour mieux commander, il faut savoir obéir », écrivait Benjamin Constant, mais obéir c'est aussi savoir renoncer à sa liberté. On n'est donc pas libre de détruire la nature au motif que l'on se sert pour atteindre un but téléologique.

Dominer, maîtriser, contrôler et posséder la nature, en d'autres termes rendre l'homme « maître » et « possesseur » de la nature, tel est l'objet de la science, selon Descartes.

Le destin de l'homme est ainsi tracé car, il sera question donc de maîtriser afin de posséder la nature. Le réchauffement climatique étant une destruction écologique montante de notre espace vital, crée « un écart croissant entre les riches et les pauvres » (Marx).

III- Ministère des eaux et des savanes : rare d'en trouver d'où l'urgence de la préservation des eaux et des forêts devient un problème global de l'humanité

Jamais les hommes ne parviennent à parler de la fragilité de la terre en tant que matériau fragile, sur laquelle poussent des plantes que mangent à la fois les hommes et les animaux.

Un phénomène est dit global en philosophie et certainement en droit international quand il concerne l'ensemble de l'humanité. La planète terre contribue à « une nouvelle perception de la nature plus globale et holistique » (Kant).

La paix (dans le monde) est une question globale, même si les troubles sont bien localisés en un endroit..., d'où l'intérêt des puissances à vouloir circonscrire les crises ou problèmes susceptibles de compromettre les équilibres nationaux ou régionaux.

La contribution de Kant sur «la paix perpétuelle des Nations» a conduit à la mise en place de la Société des nations d'abord, et à l'Organisation des Nations unies ensuite. La recherche de l'universel est devenue une hantise d'un nouvel humanisme fondé sur la science du bien et de l'intérêt général qu'est la politique (Aristote).

3-Le sommet de Brazzaville entre attentes solidaires et espérances de l'Humanité: le sens contractuel du défi de l'homme et de la nature

Le sommet de Brazzaville sera certainement ou doit être le lieu d'une profonde prise de conscience de l'homme dans sa capacité à anticiper historiquement... en dessinant le destin et l'avenir de l'humanité... Le temps est donc venu pour que les pays du bassin reformulent des options claires pour obtenir des compensations strictes consécutivement aux différentes recommandations sur la sauvegarde et la préservation de notre écosystème. Il sera donc question de suggérer des propositions théoriques et pratiques à l'échelle de l'humanité :

a) Les solutions des princi-**paux sommets préconisées jusqu'alors contre le réchauffement climatique restent vagues**

Les solutions préconisées contre le réchauffement climatique sont tellement générales : gestion rationnelle et intelligente des espaces forestiers, précisément des forêts du bassin du Congo, de l'Amazonie et du Bornéo-Mékong, poumons de la planète, afin de maintenir l'équilibre climatique. La définition en compréhension, c'est-à-dire à l'aide des concepts, reste vague et ne contribue point à une définition en extension afin de préciser les différentes étapes.

b) Trois propositions théoriques au point de vue cosmopolitique pour le bien de l'humanité

Pour ce faire, les solutions suivantes sont préconisées. Les solutions envisagées veulent dire en d'autres termes ceci, en simplifiant les choses :

1- Que la population qui trouve du feu et qui cuit ses aliments grâce au bois de chauffe doit renoncer à moyen ou à long terme à cette technique.

2- Que la population des zones forestières réinvente en conséquence d'autres façons de produire, de faire l'agriculture et de supprimer l'agriculture sur brûlis...

3- Que les pays ou Etats concernés requalifient autrement leur développement, en se passant, à court, moyen et long terme, relativement des ressources de la forêt pour leur accès aux biens de consommation moderne. L'exigence prioritaire des pays africains du bassin forestier et de l'Amazonie pour éviter la fumée des discours de l'enceinte onusienne...

Pour ne pas subir seuls, les mesures de gestion rationnelle des forêts, des mesures compensatoires doivent être envisagées immédiatement pour les deux poumons de l'écosystème mondial.

c)-Cinq propositions pratiques au point de vue universel pour une durée de 99 ans en faveur des pays du Bassin du Congo

Que la population concernée, pour éviter de détruire les forêts pour sa survie, soit dotée:

1- De manière gratuite d'instruments modernes de vie : réchauds à gaz, réchauds électriques et, bien sûr, du gaz, de l'électricité pour la cuisson de ses aliments.

2- Qu'un fonds mondial pour la modernisation de l'agriculture et de l'élevage paysan soit mis en place pour les pays des bassins forestiers prioritairement ;

3- Qu'un programme cohérent de construction des cases modernes bitumées soit adopté et financé par le Programme des Nations unies pour le développement en faveur des pays du Bassin du Congo et de l'Amazonie,

4- Qu'une compensation budgétaire pluriannuelle de l'ONU soit allouée aux pays des bassins forestiers, notamment à la République du Congo, la République démocratique du Congo, la République gabonaise, le Cameroun, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale ... pour maintenir leurs richesses financières issues de la manne forestière, ce, pendant deux siècles à la hauteur de 40% de leur budget ;

5- Que la transformation locale des matières premières africaines sur le sol africain ne soit plus une intention à but de propagande philanthropique à rebours ... mais une vraie volonté de développement.

IV – L'origine du réchauffement climatique, c'est le mode de production capitaliste

Il faut en toute chose savoir diagnostiquer le mal et identifier les agents coupables. Il est clair que c'est le capitalisme, dans sa toile productiviste arrogante et sauvage dans sa version barbare, qui est la cause première de la destruction des forêts. La preuve, le pays qui remet en cause l'Accord de Paris demeure bien celui de l'oncle Sam (USA).

Il est ridicule de constater que la planète est une et que Dieu n'a jamais donné de manière intangible des propriétés foncières pour une occupation exclusive sans accepter fraternellement les autres humains. Le capitalisme est la cause actuelle du désordre climatique.

V- L'Afrique pollue le moins et souffrira le plus. Que doit-on comprendre par cette affirmation ?

La chanson vient de commencer et l'air est connu d'avance : traumatiser au maximum les Africains et leur faire supporter seul le poids de l'économie productiviste, capitaliste. Tous les médias vont aussi en chœur annoncer ceci : « Maintenant que la planète est menacée, il n'est plus question pour les habitants du Bassin du Congo de puiser dans les richesses de leurs forêts ». Dire autrement, souffrez de faim et mourrez pour nous tous. Ainsi, on se culpabilise et le tour est joué !

VI- A quand un sommet mondial pour traiter le paludisme ?

En vérité et assurément, ce n'est pas un procès d'intention contre les maîtres du monde. Le réchauffement climatique avec effet de serre n'aurait pas mobilisé autant d'énergies, si celui-ci n'était localisé qu'en Afrique noire. Combien de sommets annuels et mondiaux contre le paludisme ou malaria ? Cette maladie ravage en dehors de la sphère géographique des maîtres du monde. Vérité ou erreur ?

VII- Le développement durable ou une vraie mystification idéologique

Il faudrait peut-être désormais

pouvoir dire ministère du « Développement harmonieux »... La traduction française est une catastrophe, au départ c'est en anglais « sustainable development », alors c'est donc le développement, il y a sens à penser ainsi.

Question de bon sens : où se trouve le développement éphémère ? Il y a développement harmonieux, équilibré et non durable car rien ne peut durer dans l'absolu même pas le temps sauf que l'idée du temps est absolue, le reste est faux.

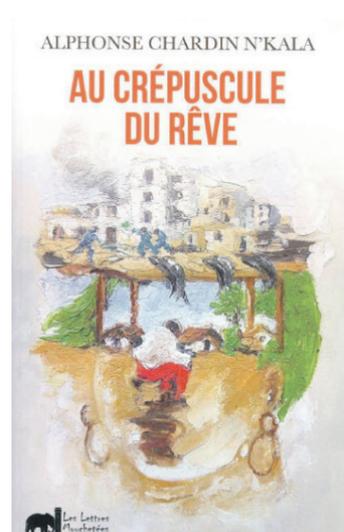
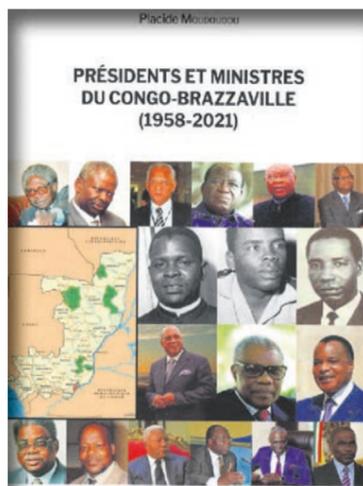
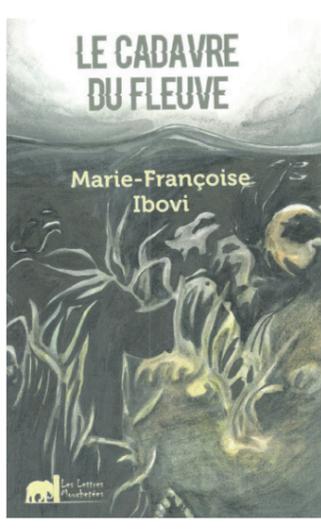
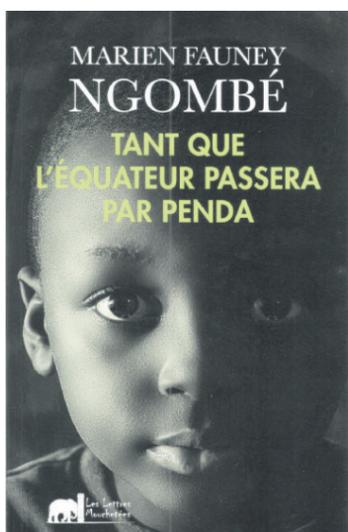
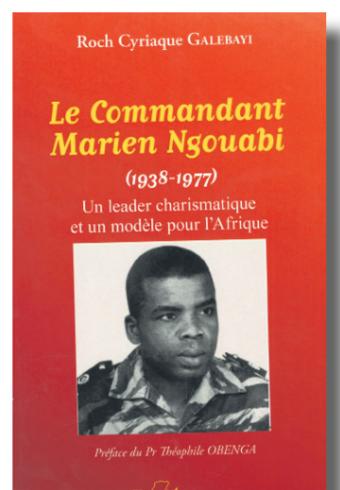
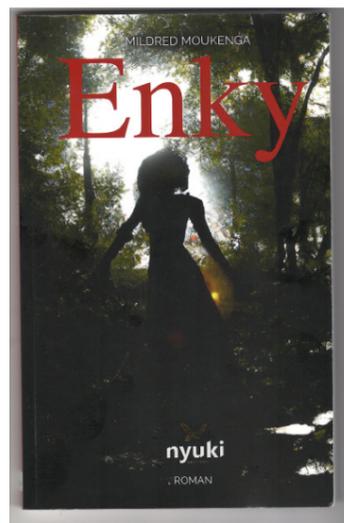
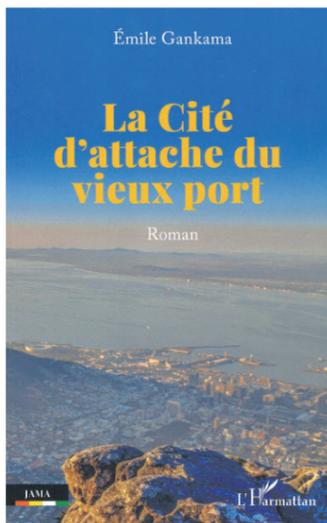
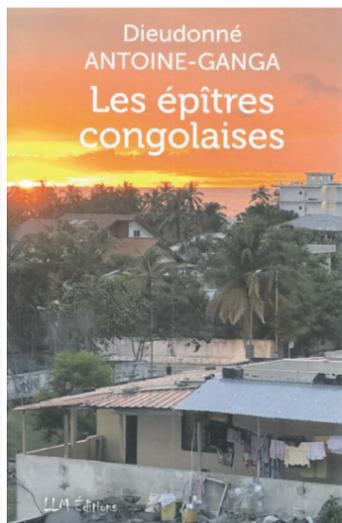
Conclusion

« La Nature a pris soin de faire en sorte que les hommes puissent vivre aux quatre coins de la terre ; elle les a dispersés par le moyen même des fruits de la discorde, la guerre, jusque dans les régions peu hospitalières ; elle les a obligés à contracter entre eux des relations juridiques » (Kant).

Il serait souhaitable que les autorités des pays du Bassin du Congo, dignement, expliquent aux pollueurs de payer le prix pour nous épargner une catastrophe universelle. Les pays du bassin ne doivent pas être seuls à supporter les privations au motif qu'ils ont leur habitat dans cette véritable source respiratoire de l'humanité.



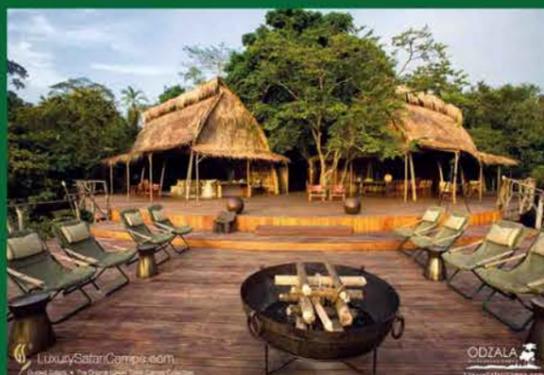
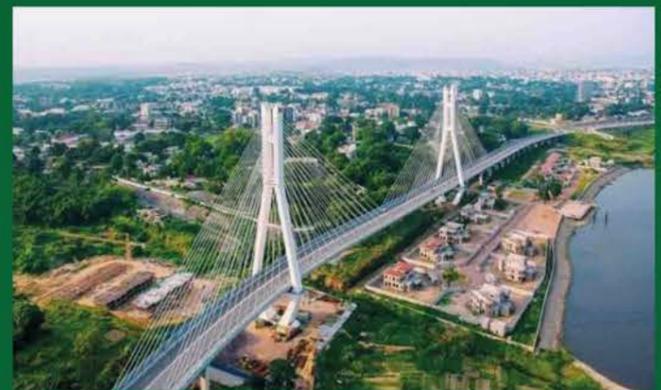
EN VENTE





RÉPUBLIQUE DU CONGO
MINISTRE DE L'INDUSTRIE,
CULTURELLE, TOURISTIQUE,
ARTISTIQUES, ET DES LOISIRS

Destination Congo



*Vivez une aventure unique
au cœur de l'Afrique.*



13

PARCS
NATIONAUX &
RÉSERVES

969

ETABLISSEMENTS
HÔTELIERS

83

AGENCES DE
VOYAGE ET DE
TOURISME

21150

LITS

594

RESTAURANTS

www.culture-tourisme.gouv.cg



Faune et flore des bassins tropicaux, une richesse à préserver

L'avenir de l'humanité réside dans la préservation des écosystèmes. Derrière les mots, la flore et la faune, les populations sont chaque jour menacées. Depuis plusieurs années, la République du Congo et les pays d'Afrique centrale œuvrent à protéger le deuxième poumon de la planète et ses biotopes.

AIRES PROTÉGÉES

Le parc Odzala-Kokoua inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco

Le parc national, créé en 2001, fait désormais partie du patrimoine mondial de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).



Le parc national Odzala-Kokoua inscrit au patrimoine de l'Unesco en septembre 2023 (Hoaqui)

Le comité du patrimoine mondial de l'Unesco a pris la décision au cours de sa session du 16 septembre dernier, à Riyad, en Arabie saoudite. Cette inscription du parc national d'Odzala-Kokoua au patrimoine mondial de l'Unesco traduit la reconnaissance de la communauté internationale pour les efforts entrepris par l'État congolais en matière de préservation de la faune et de la flore.

Cette aire protégée conjuguée à la fois la conservation de la nature, le développement économique (éco-tourisme) et le bien-être des communautés locales.

Situé à cheval entre les départements de la Cuvette ouest et de la Sangha, avec une superficie de 13 546 km², le parc d'Odzala-Kokoua est l'une des plus importantes

aires protégées du pays et de la sous-région. Le parc a été désigné réserve de biosphère par la même agence onusienne en juin 2022, lui donnant le caractère unique de site mondial pour la biodiversité et site dédié au développement durable.

« Cela réaffirme la position d'Odzala en tant que point chaud biologique et l'une des zones les plus riches en espèces au monde. Elle abrite plusieurs types d'écosystèmes (forêt congolaise, forêt de Basse Guinée et savane). Odzala est l'un des bastions les plus importants pour les éléphants de forêt en Afrique centrale et abrite la plus grande diversité de primates de la région, notamment le gorille des plaines occidentales et le chimpanzé », a salué African Parks Network, une organisation non gouvernementale axée sur la conservation de la nature, créée en 2000 et basée à Johannesburg (Afrique du Sud).

Fiacre Kombo

BRACONNAGE

Sur le terrain, la bataille contre les trafiquants fauniques s'accroît

Si la priorité demeure la lutte globale contre les pollutions diverses et les dérèglements climatiques de grande ampleur, la lutte contre le braconnage est également importante pour la sauvegarde de la faune.

Au Congo, forces de l'ordre et agents de la direction départementale de l'économie forestière traquent ainsi les braconniers sur le terrain. Début septembre, deux trafiquants de peaux de panthères étaient interpellés à Pointe-Noire, tandis qu'un autre homme a été pris en

flagrant délit de détention, de circulation et de tentative de commercialisation d'une pointe d'ivoire dans la ville d'Owando, le département de la Cuvette, quelques jours plus tard. Le commerce illégal des produits de faune conduit à l'extinction des espèces animales sauvages à travers le monde. « Tous ceux qui s'hasardent à enfreindre les lois concernant la protection des espèces intégralement protégées tomberont sous le coup de la loi et nous sommes résolus à les traquer jusqu'au bout », a martelé Flery Charel Gho Ignongui, commandant

de l'Escadron spécialisé de la sécurité et d'intervention à la région de gendarmerie de Pointe-Noire.

Dans le cadre de la protection de la faune, quatre individus avaient été interpellés pour les délits similaires, le 28 juin dernier dans cette même ville de Pointe-Noire, avec quarante-cinq perroquets gris du Gabon, espèce intégralement protégée par la loi au Congo. Ils avaient été condamnés, le 10 août dernier, à deux ans de prison ferme par le tribunal de grande instance de Pointe-Noire.

Fortuné Ibara

Protéger les animaux pour aider au combat climatique

Les gouvernements du monde entier s'efforcent de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et de mettre au point des technologies innovantes pour capturer le carbone. Ce qu'ils ignorent certainement, c'est que l'éléphant de forêt africain est remarquablement efficace pour stocker le carbone sans aucune aide technologique.



Un sanctuaire primordial dans la protection de la biodiversité du Bassin du Congo/Hoaqui

Une étude réalisée en 2019 a ainsi révélé que les habitudes destructrices des éléphants contribuent à augmenter la quantité globale de carbone stockée dans la forêt tropicale d'Afrique centrale. Chaque éléphant de forêt peut stimuler une augmentation nette du captage du carbone de ces forêts tropicales de 9500 tonnes métriques de CO₂ par km². Cela équivaut aux émissions produites par la conduite de 2047 voitures à essence pendant un an. Les scientifiques ont d'abord effectué des travaux de terrain sur deux sites du bassin du Congo, l'un où les éléphants étaient actifs et l'autre où ils avaient disparu, et ont enregistré les différences de couverture arborée et de densité du bois. Ils ont ensuite construit un modèle qui suivait la dynamique de la forêt, comme la biomasse, la hauteur des arbres et les stocks de carbone, et simulait la perturbation par les éléphants en augmentant la mortalité des plus petites plantes.

Le modèle a montré que les éléphants de forêt réduisaient la densité des tiges dans la forêt, mais augmentaient le diamètre moyen des arbres et la biomasse totale au-dessus du sol. La raison en est que les éléphants broutent et piétinent les arbres de moins de 30 cm de diamètre, qui sont en concurrence avec les arbres plus grands pour la lumière, l'eau et l'espace. En éliminant la concurrence, les grands arbres ont prospéré, augmentant la capacité d'absorption du carbone.

Outre l'élimination de la concurrence, les éléphants dispersent également les graines et les nutriments lorsqu'ils frôlent la végétation et distribuent leurs déchets dans la forêt, ce qui permet aux arbres de pousser plus rapidement. Les éléphants aident à disperser les arbres, dont les autres animaux dépendent. Les arbres favorisés par les éléphants font vivre les primates et de nombreux autres animaux.

Boris Khari Ebaka

FOCUS

Au cœur de la forêt congolaise

L'ethnologue congolais Sorel Eta et la présentatrice Chloé Nabédian au cœur de la forêt congolaise lors du tournage du reportage « A la vie, à la Terre, Congo : des arbres et des hommes », réalisé et diffusé par TV5 Monde en avril dernier. Un reportage qui a reçu le Prix d'Argent dans la catégorie « Protection de la biodiversité » - Sélection documentaire au Deauville Green Awards 2023



<https://www.tv5mondeplus.com/fr/environnement/developpement-durable/a-la-vie-a-la-terre-congo-des-arbres-et-des-hommes>

Lutter contre le braconnage équivaut à lutter contre le changement climatique

L'extinction des éléphants de forêt entraînerait une perte de 7% des réserves de carbone, soit 3 milliards de tonnes au total, dans la forêt tropicale d'Afrique centrale, selon une étude. Cela équivaut aux émissions générées par plus de 2 milliards de voitures à essence au cours d'une année. Le risque d'extinction des éléphants de forêt d'Afrique est très élevé. Ils sont en danger critique d'extinction et leurs populations diminuent rapidement en raison du braconnage et de la déforestation. Dans les années 1970, on comptait 1,2 million d'éléphants se déplaçant sur d'immenses étendues d'Afrique, mais ils ont été poussés au bord de l'extinction par les braconniers et la perte d'habitat. Aujourd'hui, il n'en reste que 100.000, selon une étude de 2013.

**SOCIÉTÉ NATIONALE DES PÉTROLES DU CONGO**

Porter l'énergie de l'avenir

Le mix énergétique de la SNPC se concentre
**sur le gaz naturel,
puis les énergies renouvelables.**

La Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) est un acteur majeur du secteur pétrolier et gazier congolais. Le Groupe SNPC compte six filiales (SONAREP, ILOGS, SFP, SNPC TRADING, CORAF, SNPC D) qui opèrent sur l'ensemble de la chaîne de valeur de l'amont à l'aval, ainsi que les services pétroliers et gaziers.

La SNPC détient des participations dans la plupart des permis de recherche et de production, ainsi que certaines participations dans plusieurs sociétés.

En tant que société nationale pétrolière du pays, la SNPC est fermement engagée en faveur d'une exploration et d'une production responsables de pétrole et de gaz, ce qui fait d'elle un acteur clé dans l'élaboration de l'avenir énergétique du pays.

SONAREP | ILOGS | SFP | SNPC TRADING | CORAF | SNPC D